Rapport de redevabilité 2018

des engagements de développement durable en Gironde

Adopté par l'assemblée plénière lors du débat d'orientations budgétaires le 12 novembre 2018

gironde.fr/agenda21

AGENDA 21 LOCAL FRANCE

Gironde LE DÉPARTEMENT

Édito

Nous sommes entrés dans une zone de turbulence. Nos sociétés endurent des chocs de plus en plus brutaux, mais surtout de moins en moins prévisibles : changement climatique, catastrophes naturelles, crises économiques et sociales diverses et rapprochées dans le temps.

Ces évolutions sont une réalité que l'on ne peut plus nier localement, tant les conséquences sont déjà perceptibles dans la vie de nos concitoyens : épisodes de canicule, prolifération d'espèces invasives, inondations, fermetures d'entreprises, difficultés sociales, etc.

Tout porte à croire que nous arrivons à la fin d'un cycle. Une mutation de notre modèle de société devient dès lors inévitable. Il est de notre responsabilité collective d'impulser une nouvelle dynamique, pour notre bien-être et celui des générations futures.

L'ampleur du problème global pourrait nous résigner, mais la force de l'action locale et quotidienne est un appel au rebond, à l'espoir, et à la recherche de solutions. Pour cela, il nous faut mobiliser tous les talents : chacune et chacun doit devenir acteur du futur de notre Gironde.

La puissance publique doit remplir son rôle, en montrant l'exemple d'abord et en invitant à l'action. Le Département de la Gironde a été précurseur dans la réflexion autour du développement durable. Les efforts entrepris lui permettent aujourd'hui de porter une nouvelle ambition. Il s'agit désormais de marquer une nouvelle étape en visant plus qu'une transition douce : il nous faut entrer en résilience !

Jean-Luc Gleyze,
Président du Département de la Gironde

Sommaire

Rendre compte au regard des 17 Objectifs mondiaux de développement durable 6

VP1
Synergies, stratégie et développement des territoires 8

VP2
Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21 12

VP3
Jeunesse, culture, sport et vie associative 16

VP4
Attractivité territoriale, initiative économique locale et tourisme 20

VP5
Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil 24

VP6
Finances et fonds européens 28

VP7
Autonomie, handicap et politique de l'âge 32

VP8
Préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières 36

VP9
olitiques de l'insertion 40

VP10
Politique éducative et sociale, collèges 44

VP11
Mobilités 48

VP12
Citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques 52

VP13
Promotion de la santé et protection de l'enfance 56

VP14
Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social 60

VP15
Patrimoine départemental 64

Rendre compte au regard des 17 ODD Objectifs mondiaux de développement durable

Les objectifs de développement durable

Depuis septembre 2015, la communauté internationale a précisé 17 Objectifs de développement durable (ODD) décomposés en 169 cibles à atteindre en 2030. C'est l'Agenda 2030 auquel tous les acteurs étatiques et non étatiques, publics et privés sont invités à contribuer dans une perspective de coresponsabilité pour faire face aux urgences sociales, climatiques et écologiques qui ne font que s'amplifier.

En juillet 2018, le groupe de travail du Cnis (Conseil national de l'information statistique) a proposé un tableau de bord d'une centaine d'indicateurs statistiques jugés pertinents pour la France et suffisamment pérennes et robustes pour être utilisés jusqu'en 2030 environ en complément des 232 indicateurs internationaux. Ce sont des boussoles communes importantes pour suivre les feuilles de route 2030 de tous les acteurs nationaux.

Le Département de la Gironde s'est saisi de ces nouveaux objectifs depuis leur adoption et tient à rendre compte annuellement de sa responsabilité et de sa contribution en connectant l'universel et le local.

De nombreux défis à relever

Les objectifs de développement durable, par leur caractère ambitieux et transversal, soulèvent de nombreux enjeux pour les quinze prochaines années :

Assurer un état des lieux réaliste, puis mettre en œuvre un suivi rigoureux des progrès réalisés et identifier les domaines d'amélioration possible.

Créer une dynamique d'appropriation des objectifs de développement durable par les territoires, la société civile, le secteur privé et les citoyens.
Favoriser un contexte de coopération : diffuser les bonnes pratiques et construire un cadre de coopération entre les acteurs pour mener des actions conjointes.

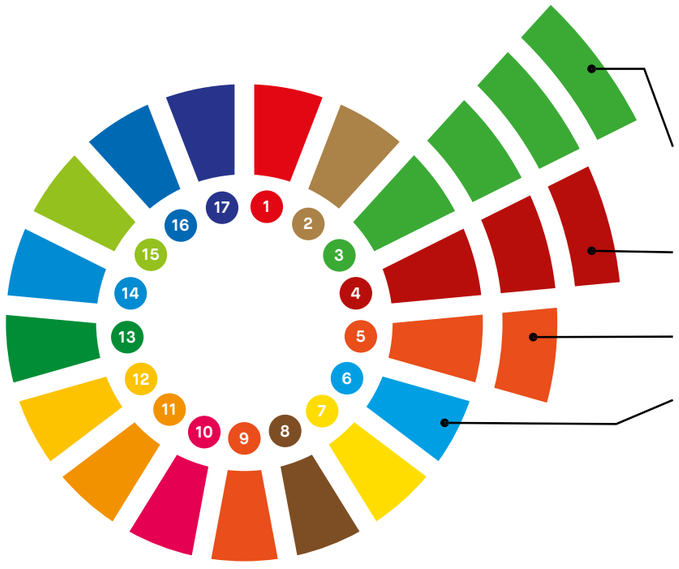
En savoir plus : http://www.undp.org/content/undp/fr/home/mdgoverview/post-2015-development-agenda.html

La contribution du Département de la Gironde aux 17 ODD

Depuis le début du mandat, le Département de la Gironde s'applique à organiser le débat avec les acteurs locaux et à préciser sa contribution aux objectifs mondiaux du développement durable.
Pour le Rapport DD 2015, année d'adoption des ODD, chaque vice-présidence a identifié les objectifs sur lesquels elle visait prioritairement à situer sa contribution. Pour le Rapport DD 2016, rapport de redevabilité dans l'esprit des documents produits par les Etats annuellement dans le Forum Politique de Haut Niveau pour le Développement Durable de l'ONU, la contribution des politiques du Département à chacun des 17 ODD a été détaillée. En 2017, chaque vice-présidence a fait l'effort de qualifier les impacts de ses politiques et dispositifs sur chaque ODD. Une visualisation des impacts est proposée et explicitée pour chaque vice-présidence. Ce travail a été réactualisé et ajusté en 2018.
En 2018, un travail sur le suivi et la quantification des impacts a été amorcé en territorialisant les indicateurs proposés par le CNIS et l'INSEE avec les données girondines. La moitié des indicateurs nationaux de l'Agenda 2030 sont désormais suivis annuellement et intégrés dans le système d'information décisionnel du Département. L'évolution des indicateurs girondins sur les années 2015, 2016 et 2017 est mise en perspective de l'évolution des indicateurs nationaux sur la même période. Les indicateurs suivis et leurs sources sont librement accessibles sur la plateforme open data : https://www.datalocale.fr/dataset/suivi-indicateurs-developpement-durable-gironde
Dans le cadre d'un appel à projet national sur la territorialisation des ODD, une expérimentation réunit les partenaires du Conseil départemental des Agendas 21 locaux, la DREAL, la Région Nouvelle-Aquitaine, l'AFNOR et des cabinets d'études locaux afin de produire des outils de questionnement des stratégies d'organisation ou de territoire au regard des ODD et des référentiels Agenda 2030 pour l'action et l'évaluation. Un premier outil d'autodiagnostic a été produit et mis en ligne gratuitement en fin d'été 2018 https://certification.afnor.org/developpement-durable-rse/engage-contributeur-odd. Le référentiel Agenda 2030 sera finalisé au premier trimestre 2019.

Et ensuite ?

Les outils du suivi et de quantification des impacts seront approfondis et les indicateurs actualisés dans le système d'information décisionnel du Département de la Gironde. Une étude sera lancée début 2019 pour affiner la connaissance de l'état du territoire pour chaque ODD et définir les axes d'une stratégie à fort impact. La prochaine évaluation de la responsabilité sociétale de l'organisation (AFAQ 26000 Collectivité), qui aura lieu au premier semestre 2019, intègrera les ODD pour l'évaluation des résultats de l'organisation. La mise en débat des indicateurs et des cibles avec les acteurs locaux est primordiale. La première cousinade inter-réseaux «La Gironde s'invente» en mai 2018 a permis le lancement d'un chantier dédié.



Légende :

4 blocs : l'impact de la vice-présidence sur cet ODD est positif au delà du périmètre / public de l'action, du dispositif ou de la politique (capacité d'entraînement, démonstrateurs, impacts sociétaux...)

3 blocs : l'impact de la vice-présidence sur cet ODD est positif sur le périmètre / le public de l'action, du dispositif ou de la politique

2 blocs : l'impact de la vice-présidence sur cet ODD est faible ou indirect mais il est qualifié

1 seul bloc : l'impact de la vice-présidence sur cet ODD est inexistant ou à quantifier

Les délégations transversales

En début de mandat, l'exécutif a décidé de la mise en place de délégations transversales. Les feuilles de route et actions de ces dernières sont inscrites en transversalité dans chaque fiche de vice-présidence.

Les actions de la délégation Egalité Femmes-Hommes sont identifiées par les lettres DEFH (ODD5) et celles de la délégation Transition énergétique et Précarité énergétique par les lettres DTE (ODD7 et ODD13).

VP1 - Synergies, stratégie et développement des territoires

Commissions :
1. IntersSCoT et politique foncière
2. Aides aux communes et aux Etablissements publics de coopération intercommunale

PRIORITÉS DE MANDAT

- Poursuivre un accompagnement de proximité des territoires girondins, stimuler des initiatives porteuses de cohésion et des investissements adaptés, cohérents et innovants
- Renforcer la politique foncière en vue de conforter le maillage des pôles de centralité, les centres bourgs, la préservation des ressources et des espaces agricoles en s'appuyant sur l'InterSCoT
- Privilégier une méthode collaborative et un soutien différencié

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Faire jouer les solidarités entre les territoires	**Objectif du mandat : homogénéiser et améliorer les indicateurs et réduire les inégalités** Adoption du dispostif «coup de pouce», pour un appui financier au démarrage d'initiatives girondines innovantes et structurantes 1er bilan des pactes territoriaux -Poursuite des conseils de territoire en 2018 : 9 conseils en mai-juin 2018 et 9 conseils en novembre (7ème et 8ème série) Partage du manifeste mobilité de l'InterSCoT par l'atelier des élus d'avril 2018.	Poursuite de la mise en œuvre opérationnelle des pactes Temps fort autour d'un forum des initiatives : mise en avant des projets innovants, «inspirants»	• 72 réunions des conseils de territoire depuis 2015 • 22 «chantiers pactes» en cours de travail • 1 atelier des élus InterSCoT et de 10 comités techniques
Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'accès pour tous à un service public de qualité et de proximité	**Objectif du mandat : revitaliser les centres bourgs** Poursuite de l'accompagnement des communes et de leurs groupements pour un développement équilibré du territoire avec application du coefficient Départemental de Solidarité (cds) intégrant cette année l'indice de fragilité sociale permettant ainsi une meilleure prise en compte des inégalités sociales entre territoires girondins Lancement d'actions, notamment correctrices, du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP) Mise en place des Contrats de Ville d'Équilibre : Lesparre, Libourne, la Réole	10 nouvelles candidatures + 46 CAB actives (études et travaux) 3 nouveaux Contrats de Ville d'Equilibre	• Adaptation au BP des règlements d'intervention départementaux pour une meilleure prise en compte de la dimension innovante et structurante des projets
Lutte contre le changement climatique	Inscrire la transition énergétique au sein des territoires : vers un Département à énergie positive	**Objectif du mandat : mettre en œuvre les objectifs quantifiés de l'Accord de Paris (COP21)** Animation par le Département du chantier mobilité dans les Hauts de Garonne visant l'élaboration d'un schéma local de mobilité expérimental Mise en œuvre du manifeste mobilité de l'InterSCoT (étude de mobilité autour du langonnais cofinancée Département/ CDC/communes, étude prospectIve entre l'agglomération bordelaise et le Bassin, élaboration d'un référentiel «portes d'entrée»)	Mise en œuvre du schéma local de mobilité et transfert d'expériences sur d'autres territoires	
Préservation de la biodiversité	Non consommation des ressources naturelles et foncières	**Objectif du mandat : poursuivre la préservation des ressources girondines à travers l'InterScot** Lancement du chantier alimentaire sur le Libournais. Signature de la charte alimentaire des Hauts de Garonne dans le cadre d'un chantier pacte territorial lors des conseils de territoire de novembre Engagement par convention avec EPFNA et SAFER . Envoi de la contribution du Département au SRADDET à la Région (intégrant la charte partenariale (NAFU) signée en octobre 2017)	Poursuite des chantiers alimentaire dans le cadre des pactes territoriaux Nouvelles signatures prévues engagement sur charte NAFU	
Production et consommation responsables	Stimuler la qualité socio-environnementale des projets	**Objectif du mandat : 100% des projets soutenus avec des critères sociaux et environnementaux** Mise en œuvre de critères de développement durable pour l'intégralité des projets communaux et intercommunaux. Identification des projets pour lesquels la clause sociale pourraient être mobilisée. Organisation de comités techniques transversaux permettant d'apprécier la qualité globale des projets et notamment leur impact environnemental et paysager. Lancement d'une réflexion visant à identifier les projets qui pourraient faire l'objet de la mise en place d' «eco-conditionnalités»	Systématisation d'une information générale auprès des porteurs de projets publics sur la clause sociale et passage de relais au service compétent quand cela est nécessaire	• La totalité des projets soutenus satisfont au moins 3 critères de développement durable sur les 10 proposés
Gouvernance et participation citoyenne	Ouvrir la participation citoyenne sur les Pactes territoriaux	**Objectif du mandat : ouvrir les conseils de territoires aux citoyens** Poursuite de l'animation de la concertation auprès des acteurs locaux dans la phase de mise en œuvre des pactes 7e série de conseils de territoire du 15 mai au 20 juin 2018. 8e série de conseils de territoire en novembre 2018. Poursuite de la mise en œuvre des 22 chantiers ouverts à travers des réunions de travail entre acteurs par territoire : groupe de travail alimentaire dans le Libournais, dans les Hauts de Garonne, groupe de travail collège sur le Bassin et dans la Porte du Médoc, organisation de journée habitat dans le Médoc et le Libournais, rencontre de porteurs de projet autour de l'émergence d'épicerie sociale et solidaire dans le Sud Gironde, ...	2 nouveaux rendez-vous en 2019 avec une nouvelle série de conseils de territoire et contribution de la démarche pacte territorial au forum départemental (valorisation des coopérations facteur de réussite des initiatives girondines)	

Quels impacts de la VP 1 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT INDIRECT

Veiller à l'équilibre territorial et à un égal accès aux services publics pour permettre de lutter contre l'isolement et le sentiment de relégation

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Protection du foncier alimentaire, InterSCoT, périmètres de protection des espaces agricoles naturels périurbains (PPEANP)

3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Financement des équipements des communes visant le mieux vivre ensemble et investissement dans les maisons de santé pluridisciplinaires

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT POSITIF

Soutien aux investissements des communes pour l'aménagement des écoles

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> PAS D'IMPACT

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Soutien aux opérations d'assainissement

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Bonifications des aides et soutien à l'investissement des projets de développement des énergies renouvelables. Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques sur les sites déconcentrés du Département, accessibles aux partenaires du Département [DTE]

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT INDIRECT

Soutien aux investissements locaux, bonifications sur innovations, clauses sociales dans les marchés publics et subventions

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation

> IMPACT POSITIF

Soutien aux investissements locaux conditionné aux critères de développement durable, bonification pour les innovations sociales et écologiques

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Actions en faveur de la résorption des déséquilibres entre territoires

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Soutien aux investissements durables des communes et intercommunalités

12 Etablir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Observatoire du foncier, protection des sols, critères de développement durable dans les aides départementales

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Conservation d'espaces non urbanisés en zones périurbaines .

Aide à l'investissement pour la performance énergétique des écoles et centres de loisirs, dont mobilités douces et amélioration de la qualité de l'air intérieur des établissements recevant des enfants dans le cadre des Conventions d'Aménagement des écoles Actions d'éducation au changement et à l'adaptation au changement climatique [DTE]

Réseau des territoires à énergie positive (TEPOS, TEPCV) en Gironde

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> PAS D'IMPACT

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT POSITIF

Charte agricole et forestière, observatoire du foncier, PPEANP...

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Développement territorial d'espaces de dialogues

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Mise en place des conseils de territoire et de la gouvernance partagée des pactes territoriaux (Gironde 2033)

VP2 - Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21

Commissions :
1. Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral
2. Agenda 21

PRIORITÉS DE MANDAT

- Poursuivre le positionnement du Département comme une référence en matière de préservation, de sensibilisation et d'accès au patrimoine naturel de la Gironde
- Créer les conditions d'une dynamique visant le bien-être durable dans les territoires
- Conforter le rôle du Département dans sa politique de gestion portuaire durable

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Garantir les équilibres sociaux et environnementaux	**Objectif du mandat : favoriser l'appropriation de l'Agenda 21 et des innovations sociales, écologiques et participatives par les acteurs du territoire** Déploiement des expérimentations interinstitutionnelles dans #LaBase, Laboratoire territorial d'innovation publique en Nouvelle Aquitaine (avec l'Etat et Bordeaux Métropole). Poursuite des 9 Labo'Mobiles en Gironde (100% bio local accessible à toutes et à tous, Zéro chômeur de longue durée, 100% jeunes engagés...). Bilan du 1er labo'mobile. Production du Film «Ici et maintenant. La Gironde s'invente» et diffusion d'un kit d'animation débat à l'usage des acteurs locaux. Page dédiée sur gironde.fr. 1ère cousinade inter-réseaux en mai 2018. Test et déploiement de méthodes de participation citoyenne dans toutes les politiques départementales, assistance à maîtrise d'usage et maîtrise d'ouvrage participative.	Approfondissement d'une gouvernance inter-instituitionnelle de l'innovation (LaBase) Bilan de l'expérimentation des Labo'Mobiles en Gironde, diffusion et transfert des apprentissages, nouvel AMI Diffusion des pratiques de participation citoyenne de transitions (projection, prospective...)	• **1500 visiteurs, 46 ateliers, 650 agents expérimentent à LaBase** • **9 territoires girondins expérimentent les Labo'mobiles** • **792 initiatives girondines référencées sur la carte intéractive «La Gironde s'invente»**
Épanouissement de tous les êtres humains	Evaluer l'impact des politiques du Département sur l'amélioration du bien-être territorial	**Objectif du mandat : traduire l'indice de bien-être girondin dans des indicateurs de bien-être territoriaux par territoire** Test de l'intégration du questionnement bien-être et mal-être dans deux Labo'Mobiles (Cussac Fort Médoc et Convergence Habitat Jeunes) Traduction girondine des cibles de l'ONU relative aux 17 ODD et intégration du suivi de l'ODD3 - Santé et bien-être dans le système d'information décisionnel du Département (suivi annuel depuis 2015).	Intégration d'indicateurs citoyens de bien-être et de mal-être dans le tableau de bord girondin de contribution aux 17 ODD et dynamique de mise en capacités des acteurs locaux «La Gironde s'invente» via les cousinades inter-réseaux.	• **115 participants aux 2 Labo'Mobiles test** • **36 indicateurs suivis dans le SID pour l'ODD3 - Santé-Bien-être**
Lutte contre le changement climatique	Accompagner l'adaptation des territoires au changement climatique	**Objectif du mandat : diffuser la connaissance sur les impacts du changement climatique à travers les Pactes territoriaux** Application de la feuille de route départementale relative à la transition énergétique et à la lutte contre le changement climatique Co-animation des territoires TEPCV de la Gironde Exemplarité opération soleil girondin : 3 projets d'aménagement photovoltaïque sur les aires de covoiturage et centres routiers départementaux	Bilan du PCAET de la Gironde 2012-2017 Mise en œuvre du BEGES (Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre) vers une stratégie bas-carbone	• **+1% : émissions de GES en Gironde entre entre 1990 et 2017 (objectif PCAET3» = - 15%)**
Préservation de la biodiversité	Développer les espaces naturels sensibles et leurs accès publics : connaître, faire connaître et agir	**Objectif du mandat : développer l'accès aux publics des espaces naturels sensibles et les gestions transitoires (vocation d'usage, associations, etc)** Augmentation des acquisitions foncières dans le cadre du SDENS : augmentation du nombre de DIA, déclaration d'intérêt d'aliéner, de plus de 80% (26 en 2017 et 40 jusqu'à la CP d'octobre) Le nombre de visiteurs du domaine de Certes-et-Graveyron a été multiplié par 2,5 depuis l'ouverture à l'année il y a un an. Accueil du public : à juin 2018, 2200 enfants accueillis, 10 000 personnes accueillies (accueil sur site, accueil posté sur les digues et balades accompagnées) et près de 300 000 visiteurs. Île nouvelle : plus de 3 200 personnes accueillies sur le site dont 600 scolaires Mise en œuvre du portail des ENS Gironde Journée Club Nature : 4 000 collégiennes et collégiens sensibilisés, 83 projets et 61 établissements concernés	Mise en œuvre de la stratégie foncière 3, 6 et 9 ans de la politique ENS en vue d'une équité humaine et territoriale pour l'accueil du public Création d'animations de type événementiel Evaluation des dispositifs départementaux d'éducation et de sensibilisation à l'environnement	• **300 000 visiteurs Domaine de Certes-et-Graveyron** • **4 073 hectares répertoriés en ENS en Gironde dont 3 198 hectares (78.51%) propriétés du Département**
Production et consommation responsables	Développer une capacité alimentaire locale et saine pour tous	**Objectif du mandat : accompagner les territoires girondins dans la mise en œuvre de projets pour la capacité alimentaire de toutes et tous** Coordination de la gouvernance interne d'une stratégie départementale de coresponsabilité alimentaire. Réalisation d'un livret récapitulatif des politiques départementales contribuant à la capacité alimentaire de la graine à l'assiette. Accompagnement de 3 Labo'Mobiles dédiés en Gironde et des chantiers alimentaires des Pactes territoriaux. Mise en place du réseau départemental des jardins alimentaires partagés «JarDinons en Gironde»	Adoption de la stratégie départementale de coresponsabilité alimentaire, déploiements opérationnels. Lancement d'une thèse en convention CIFRE pour la territorialisation de la capacité alimentaire et les projets alimentaires territoriaux.	• **16 sessions de formations et 11 jardins alimentaires accompagnés** • **11 collèges accompagnés «De la Graine à l'assiette sans gaspillage»**
Gouvernance	Mener la concertation des projets du Département avec les acteurs concernés	**Objectif du mandat : mettre en place une gouvernance ouverte pour les ports** La période 2017-2018 constitue la 1ère année d'activité du SMPBA. Le conseil Syndical s'est réuni 6 fois en présence des élus communaux et du CD33 afin de mettre en place tous les moyens propres à un Syndicat Mixte. Un CTAOT a été constitué avec des représentants de chacune des communes. Un conseil portuaire a été constitué sur chaque commune pour piloter les stratégies de développement de chaques groupes portuaires. Les transferts administratifs et fonciers ont été actés pour une mise en place au 1er janvier 2018.	Création d'un conseil consultatif avec les instances professionnelles et les usagers, en relation étroite avec les administrations compétentes, les municipalités et les collectivités locales.	• **4500 usagers sur les 14 ports** • **5,3 millions engagés en investissement dans les ports en 2018 (1,7M en 2017)**

Quels impacts de la VP 2 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> PAS D'IMPACT

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Animation de la co-construction d'une stratégie départementale de coresponsabilité pour la capacité alimentaire. Production d'un livret des politiques départementales «de la graine à l'assiette»
Installation d'un réseau départemental des jardins alimentaires partagés.

3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Développement de la participation citoyenne mettant au coeur les aspirations et le bien-être des Girondines et des Girondins de tout âge.
Axe «alimentation saine et durable» du défi capacité alimentaire de l'Agenda21

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT POSITIF

Ouverture des Espaces naturels sensibles
Education pour un développement durable pour tous
Formations actions du Labo'M21/ LaBase
Formations au jardinage alimentaire sain et durable

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> PAS D'IMPACT

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Préservation et gestion des zones humides

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT FAIBLE

Soutien de la politique du PNR des Landes de Gascogne dans sa charte du développement des fermes photovoltaïques au sol . Idem PNR Médc.

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> PAS D'IMPACT

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation

> PAS D'IMPACT

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT FAIBLE

Envoi de guides naturalistes dans le cadre de la coopération décentralisée avec le Sénégal (échanges de savoirs et de pratiques)

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Ouverture des espaces naturels sensibles, ENS, politique paysage et politique foncière

12 Etablir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Déploiement des jardins alimentaires, AMAP, achats responsables, Autorisation d'occupations temporaires pour de la production alimentaire sur les espaces naturels (AOT)...

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Entretien des digues et des espaces ouverts au public et travaux de gestion hydraulique sur le Domaine de Certes et Graveyron et sur l'Ile Nouvelle. Gestion hydraulique de l'Ile Nouvelle avec des solutions d'adaptation aux effets du changement climatique sur le littoral : participation au programme européen Adapto du Conservatoire du Littoral Développement des thématiques avec les partenaires d'éducation et de sensibilisation à l'environnement pour intégrer la thématique atténuation et adaptation au changement climatique

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT POSITIF

Objet de l'implication du Département dans le Groupement d'intérêt public, GIP littoral, plan plage, préservation piscicole (Domaine de Certes-et-Graveyron), dune du Pyla, Île Nouvelle...

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT POSITIF

Préservation et gestion des espaces naturels sensibles (ENS), schéma des espaces naturels sensibles (SDENS), le plan d'action paysage (PAP) et le plan d'action départemental milieux aquatiques (PADMA)

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Renforcer le rapport à la nature pour toutes et tous, facteur d'apaisement
Systématisation de la participation citoyenne dans toutes les politiques et projets

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Nouvelles gouvernances ouvertes mises en place dans tous les domaines (ports, environnement...), cousinade inter-réseaux «La Gironde s'invente»

VP3 - Jeunesse, culture, sport et vie associative

Commissions :
5. Culture
6. Sport et vie associative
7. Jeunesse

PRIORITÉS DE MANDAT

- Accentuer l'ancrage territorial des politiques Jeunesse, Culture, Sport, Vie associative
- Conforter l'accessibilité pour tous

Responsabilité sociétale
Légende amélioration PDCA
(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Du lien social pour tous : mieux vivre ensemble	**Objectif du mandat : favoriser la parité Femmes-Hommes dans les clubs sportifs** Implication dans la commission Femmes et Sports du CDOS Gironde. 2 actions de formation continue organisées par le Département à destination des éducateurs sportifs sur le sujet de l'égalité femmes-hommes (EFH) et filles-garçons (EFG) ; 5 dates pour les «rendez-vous bénévoles associatifs» sur le thème. Au travers de l'accompagnement des CDSVA, l'élaboration des programmes d'animation intègre les questions d'EFG. Intégration de l'EFG dans le dispositif de soutien aux projets des collèges. Insertion d'une question et des statistiques genrées dans l'ensemble des formulaires et de bilans Jeunesse. Instauration, sous l'action de la MEFH, d'un binôme paritaire au CDJ et une Commission EFG. Création d'outils de sensibilisation. Jeunes en service civique : inclusion d'un module sur l'EFG, réalisation d'une consultation des jeunes sur la thématique.	Poursuite du travail engagé pour l'égalité dans les clubs sportifs Déploiement des conseillers culture dans les pôles jeunesse territoriaux Evolution de plusieurs disposifs culturels	**CAP33 : 52 % des utilisateurs représentent un public féminin** **Objectif Nage : 45% de filles** **7 dates de formation en 2018 sur le thème.** **150 éducateurs sportifs ont été formés sur le thème.**
Épanouissement de tous les êtres humains	Rendre accessible à toutes et à tous les pratiques sportives, culturelles, citoyennes. Garantir en amont l'accès aux droits pour tous	**Objectif du mandat : faciliter l'accès des jeunes à toutes les pratiques sportives, culturelles et citoyennes** Poursuite des «rendez-vous bénévoles associatifs». Accompagnement des acteurs locaux dans le développement de programmes d'animations sportives diversifiées et complémentaires. Accompagnement des actions Sport et Handicap - Dématérialisation des demandes de subvention - Création de deux bibliothèques de plage sur les Domaines Départementaux de loisirs d'Hostens et de Blasimon Poursuite des actions d'éducation artistique et culturelle et accompagnement des professionnels de la culture	Poursuite des actions d'appui à la vie associative Reconduction du dispositif DEMOS Intégration du volet culture dans le dispositif «Cap 33» Remise en chantier du Schéma Départemental des enseignements artistiques	**51 «rendez-vous bénévoles associatifs»** **114 enfants dans l'orchestre DEMOS** **60 000 jeunes sensibilisés à la culture** **120 artistes dans le dispositif PLACE**
Lutte contre le changement climatique	Encourager la construction des équipements publics à énergie positive	**Objectif du mandat : travailler sur les choix d'implantation pertinents (proximité...)** Mise en œuvre du Schéma Départemental des Equipements Sportifs. Mise à jour du recensement des équipements sportifs. Implication des conseillers pour sensibiliser les porteurs de projets sur les questions énérgétiques et sur le positionnement géographique des futurs équipements. Définition d'un schéma directeur départemental des équipements aquatiques	Mise en œuvre du SDES Définition d'un Schéma Directeur Départemental des Pratiques Aquatiques	**Reconnaissance «Carton vert» délivré par le SNEPS pour l'ambition et le travail partenarial**
Préservation de la biodiversité	Intégrer les enjeux de paysage au sein du patrimoine et susciter des pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement	**Objectif du mandat : promouvoir l'éducation à l'alimentation, à l'environnement et au développement durable dans tous les établissements** Animation de la Commission Départementale des Espaces Sites et Itinéraires et mise en en œuvre du Plan Départemental, afin de favoriser une utilisation concertée, raisonnée et respectueuse des espaces naturels ouverts aux pratiques sportives. Soutien à l'aménagement ou la gestion sous réserve de maintien ou d'amélioration de la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels. Déploiement d'un AAP Collège «A vos marques prév'santé»	Poursuite du travail de concertation et de co-construction avec les acteurs locaux. Mise en œuvre phasée du Schéma Directeur du Domaine d'Hostens	**25 projets financés en 2018 par le Département.**
Production et consommation responsables	Encourager les organisateurs de manifestations à s'orienter vers l'écoresponsabilité	**Objectif du mandat : rendre pérennes les actions engagées en faveur de l'écoresponsabilité des événements** Mise en relation des porteurs de projet avec les structures «écocup» et des toilettes sèches ; mise à disposition de balisage réutilisable pour les épreuves d'itinérance. Pour les manifestations organisées sur les Domaines de Loisirs d'Hostens et de Blasimon, actions de sensibilisation zéro déchet en lien avec AREMACS.	Approfondissement de l'axe «éco-responsable» concernant la gestion des domaines de loisirs départementaux..	**Zéro déchet sur les manifestations des Domaines Départementaux de Loisirs**
Gouvernance et participation citoyenne	Associer l'ensemble des acteurs locaux et des publics dès le démarrage des projets	**Objectif du mandat : systématiser la gouvernance partenariale et participative pour tous les dispositifs** Les partenariats développés au titre des politiques sportives, culturelles et associatives permettent de formaliser des propositions d'évolution des politiques départementales et la coconstruction d'actions intégrant les évolutions et changements de contexte. Le Département, chef de file girondin du développement maîtrisé des sports de nature, anime la Commission Départementale des Espaces Sites et Itinéraires qui réunit les acteurs gestionnaires, utilisateurs ou propriétaires afin de favoriser une utilisation concertée et raisonnée des espaces naturels ouverts aux pratiques sportives. Déploiement des plateformes de repérage et d'accompagnement des jeunes NEET.	Poursuivre le travail de concertation et de co-construction avec les acteurs locaux.	**2 réunions CDESI par an** **450 partenariats au titre des dispositifs d'animation sportive et des RDV des bénévoles associatifs**

Quels impacts de la VP 3 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Fonds d'Aide aux Jeunes, accompagnement à insertion sociale et professionnelle des jeunes, prévention spécialisée...

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Sensibilisation à l'alimentation durable et à la santé dans le cadre de l'appel à projets collèges

3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Accompagnement et promotion du bien-être de tous au coeur de la politique

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

Dispositifs d'aide sociale et appels à projets
Dispositifs d'accès à la culture pour tous
Accueil de services civiques pour favoriser l'engagement citoyen

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Intégration à la commission Femmes et Sports du CDOS Gironde, commission égalité femmes hommes du Conseil Départemental des Jeunes, appel à projet collèges
Soirée thématique pendant le festival Toiles Citoyennes.Projet collectif du groupe 2017 des services civiques pour la journée du 8 mars.
Bibliographie sur les stéréotypes filles-garçon dans le monde de la petite enfance réalisé par la Biblio. gironde. [DEFH]

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> PAS D'IMPACT

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Schéma départemental des équipements sportifs. soutien à la performance énergétique dans la réhabilitation des équipements sportifs (délib décembre 2015 - critères DD) [DTE]

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Insertion professionnelle des jeunes, accompagnement à la professionnalisation des acteurs associatifs. Poursuite de l'accueil de jeunes en service civique, et de l'opérations à destination des jeunes NEET avec les plateformes de repérage et d'accompagnement et création de 2 nouveaux territoires d'intervention en prévention spécialisée

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation

> PAS D'IMPACT

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Favoriser l'insertion sociale des jeunes, assurer l'accès de tous au sport et à la culture

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Favoriser l'implantation d'équipements sportifs et culturels accessibles à tous, sur tout le territoire

12 Etablir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Manifestations responsables et éco-socio-conditionnalités des subventions
Gestion intégrée des domaines départementaux

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT FAIBLE

Exemplarité des manifestations responsables culturelles et sportives organisées par le Département : dispositifs de transport collectifs de participants et maîtrise de la production de déchets + formation des bénévoles des comités sportifs à l'organisation de manifestations responsables [DTE]

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> PAS D'IMPACT

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT INDIRECT

Plans de gestion des domaines départementaux

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Accompagnement des jeunes
Expérimentation d'un rapprochement entre une médiathèque et une maison de service au public

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Dispositifs de concertation des partenaires, des acteurs associatifs, des jeunes reconduits chaque année

VP4 - Attractivité territoriale, initiative économique locale et tourisme

Commissions :
8. Politique et économie touristiques
9. Agriculture, mer et forêt
10. Développement économique

PRIORITÉS DE MANDAT

- Accentuer l'ancrage territorial des politiques
- Assurer des conditions favorables à la création et au maintien d'activités
- Affirmer les pôles de centralité, l'accessibilité aux services et les nouvelles ruralités

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Développer les emplois locaux et la juste répartition des activités sur le territoire	**Objectif du mandat : favoriser l'accès des TPE/PME et des structures de l'économie sociale et solidaire, à la commande publique départementale** Adoption et mise en œuvre du Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables. Lancement en septembre 2018 du 2ème appel à initiatives «innovation sociale et économie sociale et solidaire» axé autour du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP)	Adoption et mise en œuvre du Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables. Suivi du 2ème appel à initiatives «innovation sociale et économie sociale et solidaire» axé autour du SDAASP.	• **80% des TPE-PME accèdent à la commande publique départementale** • **Panorama ESS 2018 en Gironde : 5 216 établissements employeurs, 53 583 salariés**
Épanouissement de tous les êtres humains	Faciliter l'accès de tous à une activité par des actions d'insertion et d'inclusion	**Objectif du mandat : élargir le champs des achats avec clauses sociales** Poursuite du dispositif REBOND 33 au profit des personnes relevant des régimes d'accompagnement du public fragilisé	Montée en puissance du dispositif en lien avec les services de l'insertion.	• **72 allocataires du RSA accompagnés par le dispositif REBOND 33 qui s'amplifie (156 000€).**
Lutte contre le changement climatique	Encourager et soutenir une économie décarbonnée et adaptée au changement climatique	**Objectif du mandat : diminuer l'empreinte carbone du Département** Déploiement du soutien départemental pour les chaudières bois. Soutien à l'unité de méthanisation de Brannens. L'association « Brannens Agri Métha au Pays d'Auros » est lauréate de la 10e édition des Trophées Agenda 21 de Gironde pour son projet de production d'une énergie renouvelable à partir de dizaines de milliers de tonnes de matières organiques produites par les exploitations agricoles locales.	Poursuite des soutiens aux projets de développement des énergies renouvelables en prise avec des ressources locales.	
Préservation de la biodiversité	Poursuite des soutiens aux projets de développement des énergies renouvelables en prise avec des ressources locales.	**Objectif du mandat : favoriser l'agriculture biologique** 12 dossiers pour un montant de 11 500€ pour les pratiques durables (plantation de haie, agroforesterie...) Accompagnement de l'arrêt des produits phytosanitaires. Pour l'exposition itinérante Zéro herbicide, fin du marché d'animation le 30/06/18. Un nouveau marché d'animation a été notifié le 01/07/18	Maintien du dispositif Zero herbicide avec croissance attendue du nombre de dossiers	• **16 accompagnements de viticulteurs pour la conversion «zero herbicide» pour un montant de 88 000€**
Production et consommation responsables	Encourager le développement du bio et des circuits courts	**Objectif du mandat : accompagner le développement du bio et des circuits courts** L'expérimentation de l'approvisionnement en fruits et légumes et en pain bio, sur trois zones d'étude : le Nord Gironde, la Vallée Maraîchère d'Eysines et le Sud Gironde se poursuit en 2018. Sur les trois zones concernées, une filiére pain est en cours de structuration pour être en capacité d'approvisionner en pain bio et local les colléges	Pas de changement des critères d'éligibilité afin d'avoir une certaine stabilité et visibilité auprès des viticulteurs	• **1 tonne de fruits et légumes, circuits courts et bio, vendue sur la période du 15 juin au 1er juillet dans les collèges**
Gouvernance et participation citoyenne	Mobiliser l'ensemble des acteurs pour renforcer l'accessibilité des services sur le territoire	**Objectif du mandat : élaboration et mise en œuvre du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP)** Adoption du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP) à la séance plénière de décembre 2017 et publication de l'arrêté par l'Etat Adoption en décembre 2017 du règlement modifié des Maisons des services au public (MSAP), et Maisons des services publics (MSP), visant à bonifier les projets proposant des volets spécifiques en matière d'amélioration de l'accessibilité des services (dimension numérique, accessibilité physique, ...)	Poursuite des chantiers des pactes territoriaux sur l'amélioration de l'accessibilité aux services (services itinérants dans le sud Gironde, mobilité et e-mobilité, CLIC dans le Médoc et le Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre, médiation numérique sur les Graves et Portes du Médoc...) Ouverture de la MSAP de Castillon (intégrant l'antenne de la MDSI de St Foy La Grande) Accompagnement de 2 MSAP St André de Cubzac et Cussac et 1 MSP (Bourg sur Gironde)	• **23 MSAP et 11 MSP** • **1 centre de santé**

Quels impacts de la VP 4 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Développement des emplois locaux et du dispositif Rebond 33

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Soutien et promotion de l'agriculture durable et des circuits courts

3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Mise en œuvre d'actions de communication en matière de santé environnementale (expo sur les pesticides), soutien à l'agriculture biologique
Promotion des Maisons de santé pluridisciplinaires dans le cadre de l'amélioration de l'accessibilité aux services pour le public

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT FAIBLE

Accompagnement technique pour le retour à l'emploi au travers de Rebond 33

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> PAS D'IMPACT

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT INDIRECT

Dispositif «zéro herbicide»

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT FORT

Soutien aux pratiques agricoles durables et à la valorisation énergétique de la biomasse

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Développement des emplois locaux, soutien à l'ESS, dispositif Rebond 33 (public RSA, - de 26ans notamment)...
80% de la commande publique départementale accessible aux TPE et PME locales

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation

> IMPACT FAIBLE

Soutien à l'expérimentation d'un méthaniseur à Brannens

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT FAIBLE

Actions d'amélioration de l'égalité d'accès aux services, sur tous les territoires, pour toutes les Girondines et tous les Girondins.

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Favoriser l'accès de tous aux services publics
Soutien au maraîchage et aux circuits courts

12 Etablir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Soutien aux circuits courts, du bio et aux dynamiques d'ESS

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT FAIBLE

Soutien à la création et à l'entretien de haies bocagères, avec valorisation énergétique des déchets d'entretien
Soutien aux chaudières bois

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT POSITIF

Bassin d'Arcachon : dragage, gestion des déchets...

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT POSITIF

Dispositif «0 herbicide» - soutien agri-viti

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Rendre le service public accessible à toutes et à tous : adoption du Schéma d'Accessibilité aux Services

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Animation d'une concertation pour l'élaboration du Schéma d'Accessibilité aux Services
Lancement des chantiers alimentation dans le cadre des pactes territoriaux

VP5 - Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil

Commissions :
11. Développement social et modes d'accueil
12. Habitat et logement

PRIORITÉS DE MANDAT

- Adapter nos politiques aux spécificités territoriales et contribuer à l'émergence locale du pouvoir d'agir
- Promouvoir l'innovation publique en favorisant les expérimentations et en diversifiant l'offre

Responsabilité sociétale
Légende amélioration PDCA
(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Prévenir les vulnérabilités et renforcer le lien social	**Objectif du mandat : mettre en place une politique de développement social dynamique et innovante** Politique de développement social: 1/ Accompagnement à l'évolution des pratiques professionnelles en travail social (développement du pouvoir d'agir, appui technique à l'intervention collective, expérimentation des conférences familiales Eramus+) ; 2/ Développement d'une culture partagée sur le développement social : Forum des actions collectives et élaboration d'une stratégie de développement social ; 3/ Lancement de l'appel à projet 2018 Développement social. Contribution au groupe projet en charge de la mise en œuvre de DEMOS.	Finalisation de la stratégie de développement social ; Organisation d'un colloque international sur les conférences familiales, en marge du projet Erasmus+. Organisation journée développement social et investissement social. Assises de la solidarité numérique	• 50 centres sociaux ; 38 espaces de vie sociale soutenus ; 27 épiceries sociales et solidaires. • 250 participants au forum des actions collectives. • 40 participants aux mobilités de formations Erasmus +
Cohésion sociale et territoriale	Permettre à chaque parent de trouver un mode d'accueil accessible	**Objectif du mandat : favoriser le développement de modes d'accueil accessibles** Accompagnement à la création de Maisons d'assistantes maternelles, MAM : réunions collectives sur les pôles territoriaux pour répondre au besoin d'équité de l'accès aux informations ; renforcement et valorisation du métier d'assistant maternel et des MAM. Cela permet un meilleur repérage des interlocuteurs et des compétences de chaque institution. La résultante est la création d'une dynamique de réseaux entre les assistants maternels souhaitant exercer en MAM. Le Forum départemental des assistants maternels a réuni 300 personnes. Il sera désormais un RDV annuel.	Journées nationales de la qualité de l'accueil	• 10 511 AssMat agréées • 380 établissements d'accueil du jeune enfant soutenus : 10 268 places • 225 MAM pour 2 147 places chez 576 AM (au 01/07/2018) • 41 400 places d'accueil individuel ou collectif agréées
Épanouissement de tous les êtres humains	Veiller à l'accès pour toutes et tous à un logement digne et aux conditions d'un mieux vivre ensemble	**Objectif du mandat : diminuer significativement les situations de mal-logement en Gironde** Engagement d'une réflexion sur la qualification de l'adaptation des logements (PLAi+++, handicap…), ateliers avec des usagers pour préfigurer la Maison départementale de l'Habitat. Co-lauréat de l'AMI Logement d'Abord avec Bordeaux Métropole. Règlement commun Habitat SPANC pour traiter les points noirs de l'assainissement non collectif. Engagement d'un travail dans le cadre du SLIME pour la mise en place de financements de travaux d'urgence et autoréhabilitation.	Mise en place des actions de l'AMI Logement d'Abord, notamment le Volet Habitat Privé Engagement avec les bailleurs d'un dispositif pour les personnes sans abri. Intégration de la Maison départementale de l'Habitat dans les processus d'accueil, d'information et d'orientation	• 175 dossiers instruits pour l'adaptation du logement, la lutte contre l'habitat indigne et le mal logement (chiffres RA2017)
Lutte contre le changement climatique	Soutenir la construction et la réhabilitation à haute performance énergétique des logements	**Objectif du mandat : réduire les charges liées au logement en utilisant au maximum les énergies renouvelables** Bilan de l'expérimentation 2017 et renforcement du Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie, SLIME33, sur les 2 territoires tests (par un doublement des objectifs d'accompagnement, soit 120 ménages accompagnés par territoire, toujours avec la MPS Formation sur le Sud Gironde et le CREAQ sur le Libournais) et déploiement sur le PTS Médoc avec un objectif de 80 ménages accompagnés et un nouvel opérateur (SOLIHA) sur ce territoire.	Déploiement du SLIME 33 Evaluation des expérimentations d'énergies alternatives du type QRad (utilise les calories générées par les puissances de calcul des entreprises pour chauffer les locaux. Energie gratuite pour les occupants)	• 320 ménages girondins bénéficiaires du SLIME 33 • 49 logements sociaux et 1 MDSI équipés avec QRad
Production et consommation responsables	Garantir l'accès à une alimentation saine et équilibrée pour tous	**Objectif du mandat : développer des épiceries sociales et solidaires sur toute la Gironde avec un développement ciblé avec les circuits courts et l'itinérance** Accompagnement au développement du réseau des épiceries sociales et solidaires composé désormais de 27 structures (+7 par rapport à 2017) permettant de favoriser l'accès à une alimentation saine et d'accompagner autrement.	Poursuite du développement du réseau des épiceries solidaires, avec une attention sur les projets intégrant de l'itinérance.	• 27 épiceries solidaires soutenues. • Près de 2 000 foyers bénéficiaires dans l'année.
Gouvernance et participation citoyenne	Généraliser la co-construction des solutions avec les parties concernées	**Objectif du mandat : généraliser les OPAH sur l'ensemble du territoire girondin ainsi que les instances de démocratie participative.** 5 OPAH sont en cours : Haute Gironde, Créonnais, Castillon- Pujols - Pays Foyen, SIPHEM et la Réole. 4 nouveaux dispositifs de type OPAH sont programmés sur les CDC du Médoc Cœur de Presqu'Ile, du Grand Saint-Emilionnais, de la Médulienne et du Sud Gironde. Un volet RU devrait être mis en œuvre pour les OPAH de Coutras, Libourne, voire Saint Denis de Pile, soit dans le cadre du PIG soit dans le cadre d'OPAH dédiées.	Signature OPAH CC Médoc cœur de presqu'île, Médulienne Sud Gironde et Grand Saint Emilionnais au 2ème semestre Développement des ateliers de design de la Maison Départementale de l'habitat Mise en place des contrats locaux de développement social	• 5 conseils locaux de développement social installés sur 5 pôles teritoriaux de solidarités

Quels impacts de la VP 5 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Lutte contre la précarité énergétique, pour l'accès aux besoins essentiels (logement, alimentation…) et le lien social.

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Développement du réseau des épiceries sociales et solidaires

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Développement des liens sociaux

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

Privilégier les apprentissages dès le plus jeune âge via les modes d'accueil et la formation des professionnels

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Soutien et développement des implantations locales des associations de femmes. Ouverture au monde et renforcement du lien social

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> PAS D'IMPACT

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Lutte contre la précarité énergétique (Délégation Transition énergertique et précarité énergétique et FSL), axe prioritaire de l'engagement du Département labellisé TEPCV. Récupération de la chaleur des serveurs informatiques sur des « radiateurs » individuels, les Qrad installés dans des résidences et sur le patrimoine départemental. - SLIME33 [DTE]

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Remobilisation et mise en capacité des personnes via les lieux de développement social et le soutien aux associations

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT POSITIF

Journées Girondines de l'Habitat, Plan départemental de l'habitat, plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Favoriser la mixité sociale et le logement pour tous
Echanges Erasmus +, conférences familiales - Inspirations d'Europe et du monde et partages d'expériences dans le cadre des Journées Girondines de l'Habitat

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Favoriser un aménagement équilibré et des logements triplement accessibles.

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Ateliers de cuisine, de réparations… Actions collectives et soutien à l'autoproduction accompagnée (jardins partagés…)
Expérimentation en cours sur les circuits courts de matériaux locaux de construction dans l'opération d'habitat participatif fabriKatoit (Gironde Habitat à La Réole)

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT FAIBLE

Exigence de maintien et de développement des espaces verts pour le logement social (adaptation, lutte contre les îlots de chaleur)

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> PAS D'IMPACT

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT FAIBLE

Critères de limitation de la consommation foncière dans l'implantaion des équipements et des logements
Développement d'espaces verts naturels de qualité

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Développement territorial d'espaces de médiations et d'accès aux droits

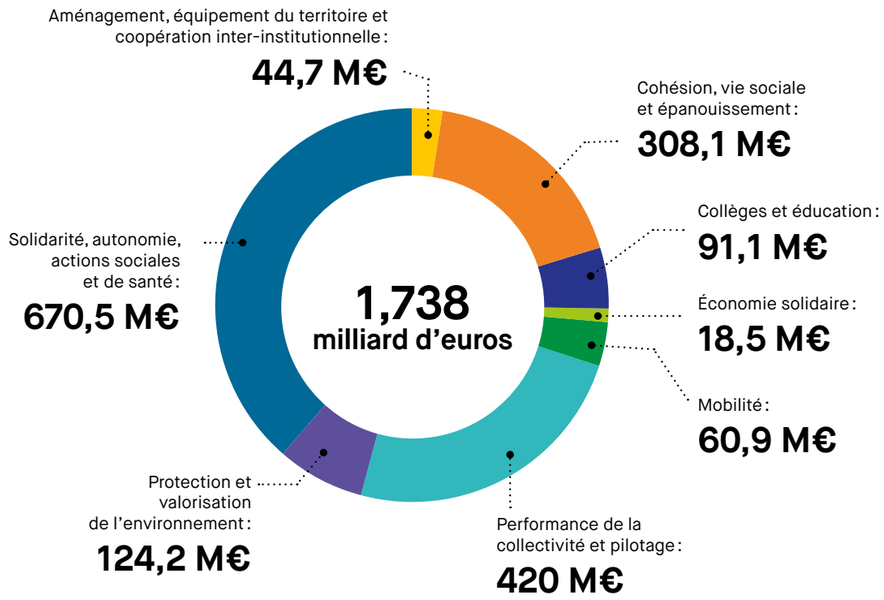
17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Développement des conseils locaux de développement social en associant l'ensemble des parties prenantes : élus, professionnels et les habitants
Renforcement de la transversalité et amorce d'une stratégie départementale de développement social

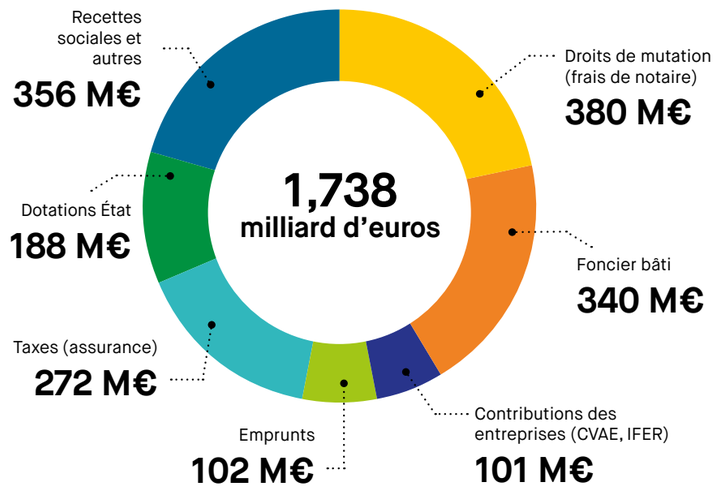
VP6 - Finances et fonds européens

Budget 2018



Budget primitif + budget supplémentaire 2018

D'où vient cet argent ?



Pour 100 € dépensés

Solidarités individuelles :

70,10 €

Services collectifs (transports, associations, pompiers) :

18,10 €

Investissements (collèges, numérique, routes, aides aux communes) :

11,80 €

Source Département : données Compte administratif 2017 hors politique Performance de la collectivité

Gouvernance et Participation citoyenne

L'action du Département de la Gironde en faveur de la mise à disposition de ses données publiques s'enrichit d'une réalisation à la fois modeste par la forme graphique simple et accessible et inédite par le niveau de transparence et de pédagogie en matière de données financières. Elle constitue une réalisation concrète en matière de capacité à rendre compte de l'action de la collectivité au travers de la mise à disposition des données du compte administratif concluant l'exercice budgétaire annuel.
L'exploration du budget est accessible ici : **gironde.fr/budget**

Elle se veut exemplaire par le travail collaboratif mené pour dépasser la simple mise en conformité avec la réglementation en matière de publication de données administratives, confortée par la Loi pour une République numérique.
Réalisée avec la contrainte de respecter le cadre budgétaire particulier du Département de la Gironde mais basée sur le cadre comptable normalisé de la M52, le code open source peut être réutilisé par l'ensemble des départements. Sa mise à jour sera assurée exclusivement avec les moyens internes de la collectivité.

Près de 1/10
personne accompagnée par le Départeent

L'open data et la transparence contribuent à l'ODD :

Zoom sur la taxe d'amenagement : **16,2 millions d'euros en 2018**

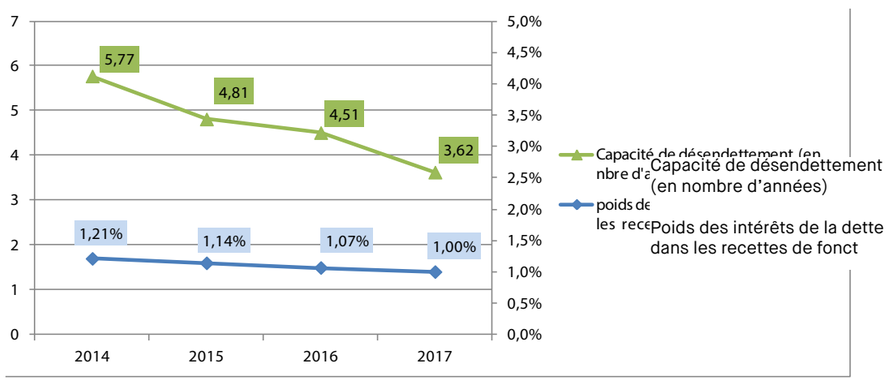
TA 2017 : 16,2 M€ dont :
2,4 M€ pour le CAUE
13,8 M€ pour le Département se répartissant ainsi, en % de la part départementale

Conseil en architecture, urbanisme, environnement CAUE 14,8% du total de TA

Direction de l'environnement	**49%**	Acquisition, aménagement et gestion des ENS, animation, sensibilisation, mise en œuvre du plan d'actions paysage, ingénierie interne et externe
Direction sports loisirs et vie associative	**26%**	Aménagement des sentiers figurant au PDIPR, financement des équipements de loisirs rentrant dans le PDESI, fonctionnement domaine Gérard Lagors
Direction des ressources humaines	**12%**	Frais de personnel au titre de l'entretien des ENS
Direction de la valorisation des ressources et des territoires	**4%**	Financement de syndicats au titre de la protection des milieux aquatiques
Direction de la communication	**4%**	
Direction des infras	**3%**	
Direction du patrimoine	**2%**	

Les affectations de la taxe d'aménagement contribuent aux ODD :

Zoom sur la maîtrise de la dette



La maîtrise de la dette contribue à des institutions efficaces

En Gironde, quels impacts des fonds européens et de la coopération sur les 17 ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Trouver des solutions alternatives au placement d'enfants (Projet de coopération ERASMUS+ FGC) en lien VP5 - Lutter contre la pauvreté par le montage de projets financés par le Fonds Social Européen dédié à cet objectif - Permettre aux publics en situation de pauvreté d'accéder à l'emploi local par le dispositif D2C Gironde (FSE, IEJ et Département) - Permettre aux publics en situation de pauvreté d'acquérir les compétences de base indispensables (apprentissage de la langue, mobilité, ...) par le dispositif levée des freins sociaux.- Repérage et accompagnement des jeunes ni en emploi, ni en formation et ni en études par le déploiement de 3 plateformes territorialisées (Médoc, Sud Gironde et Libournais) (FSE, IEJ et Département)

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> PAS D'IMPACT

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> PAS D'IMPACT

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

Favoriser la mobilité européenne des jeunes collégiennes et collégiens pour une ouverture professionnelle, citoyenne et culturelle (projet de coopération ERASMUS+ SEGPA) en lien VP3 - Former les agents de la collectivité sur l'Europe, à des nouvelles méthodes de travail (projet de coopération ERASMUS+ FGC) en lien VP5 - Contribuer à la citoyenneté européenne par la sensibilisation des agents (newsletter), des professionnels (Fabrik'Europe), du grand public (Foire de Bordeaux) et des collégiennes et collégiens (CCE, fête des collégiennes et collégiens, CDJ) aux actions de l'Europe en lien VP 3 - Permettre aux publics en situation de pauvreté d'acquérir les compétences de base indispensables (apprentissage de la langue, mobilité...) par le dispositif levée des freins sociaux. -Partager entre enseignants les techniques éducatives et soutenir tant pour les stagiaires enseignants de l'ESPE que pour les professeurs en Serbie et au Sénégal -de nouvelles méthodes face à des classes souvent dépourvues de moyens en lien VP 10 - Inviter en résidence dans les collèges girondins des artistes de nos territoires de coopération (BDeistes, musicien) en lien avec VP10

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Augmenter les moyens pour un plan d'actions ambitieux départemental pluriannuel pour l'égalité professionnelle femme et homme à destination de l'interne et de l'externe avec le soutien du Fonds Social Européen

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

>IMPACT POSITIF

Maitriser la consommation d'eau pour préserver les nappes profondes (projet LIFE+ MAC EAU) en lien VP8

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> PAS D'IMPACT

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Promotion des emplois de qualité (CDI, formation en emploi, accessibles aux moins qualifiés) et locaux par le dispositif D2C Gironde (FSE, IEJ et Département)

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> PAS D'IMPACT

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Lutter contre la pauvreté par le montage de projets financés par le Fonds Social Européen dédié à cet objectif

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT INDIRECT

Appuyer les collectivités girondines dans la mobilisation de fonds européens pour développer leurs projets d'aménagements sur leurs territoires en lien VP1 et VP4

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> PAS D'IMPACT

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT FAIBLE

Indirect : prise en compte de cette priorité de manière transversale dans les projets financés par le FSE (réduction des déplacements systématiquement recherchée) -former des jeunes en tant que sapeurs pompiers volontaires à Nis en Serbie - travail de citoyenneté et protection de l'environnement en lien VP12 et 10 -former élus et agents de Bobo Dioulasso, au Burkina aux pratiques du DD en lien avec VP 8

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT POSITIF

Construire des récifs artificiels dans le Sine Saloum au Sénégal afin de protéger les espèces marines, assurer un repeuplement, éduquer les pêcheurs à cette protection dans les aires marines protégées en lien avec la VP8

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> PAS D'IMPACT

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

développement de l'accès au droit par la mise en place d'accompagnements renforcés et individualisés à destination des plus démunis (FSE et FSE/IEJ) jeunes et adultes - Envoyer des collégiens musiciens de jazz au Nisville, plus grand festival de jazz des Balkans afin de favoriser des rencontres entre musiciens de tous les continents et établir un dialogue pacifiste via la musique en lien avec la VP12

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Travailler en réseaux au niveau européen (Open Days - AFCCRE) pour une meilleure prise en compte des problématiques des territoires girondins dans les politiques européennes en lien VP9 - Représenter les intérêts de la Gironde dans la mise en œuvre de la programmation européenne régionale - Identifier des bonnes pratiques européennes pour améliorer les actions girondines - Mise en œuvre d'objectifs partagés de lutte contre la pauvreté avec les directions du Département, l'Etat, les partenaires de l'Emploi et de l'Insertion et la Commission Européenne-Envoyer des Girondines et des Girondins en service civique sur les territoires de coopération de la Gironde : citoyenneté, formation, insertion, découverte en lien avec les VP 3 - 10 - 12

VP7 - Autonomie, handicap et politique de l'âge

Commissions :
14. Politique du handicap et de l'inclusion
15. Politique de l'âge

PRIORITÉS DE MANDAT

- Adapter nos politiques aux spécificités des publics
- Conforter et améliorer le service rendu avec la mise en place du Pôle Solidarité Autonomie
- Refonder la politique d'aide à domicile au regard de la Loi sur l'Adaptation de la société au vieillissement

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Renforcer les liens entre les territoires et les acteurs pour veiller à la continuité d'un service d'accueil et d'écoute	**Objectif du mandat : décentraliser l'action sociale au sein des territoires et entre les territoires** Adoption du schéma autonomie par l'Assemblée départementale en nov. 2017. Augmentation de l'activité de la Plateforme Accueil Autonomie et organisation des accueils sur les pôles territoriaux de solidarité Poursuite de la mise en place de CLIC de niveau 3 sur les territoires non pourvus : une réunion organisée avec les élus du PTS du Bassin et une avec les élus du PTS du Médoc pour mise en place d'un CLIC internalisé sur ces térritoires. Territorialisation et simplification des réponses apportées aux usagers : élaboration de guides pour les personnes handicapées propres à chaque territoire, mise en place de fiche-type de réponse aux usagers pour les questions relevant de l'autonomie, 2 tutoriels vidéos sur les droits MDPH, préparation de la refonte du site internet de la MDPH	Développement et mise en place des CLIC sur les Pôles Territoriaux de Solidarité du Médoc et du Bassin Préfiguration de CLIC de niveau 3 sur les territoires non pourvus : Graves, Libournais et Haute Gironde Diffusion du guide handicap spécifique à chaque PTS Dématérialisation pour l'ensemble des prestations PA/PH et facilitation des usages (tutoriels, fiches-type de réponse...)	**Au 31 déc. 2017 :** **• 34 446 bénéficiaires de l'Allocation pour les Personnes Agées (APA), dont 21 139 bénéficiaires APA domicile.** **• 7 946 bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ayant un droit ouvert.**
Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'accès pour toutes et tous à un libre choix de ses parcours de vie	**Objectif du mandat : permettre au Pôle Solidarité et Autonomie d'être identifié et efficace** Etude préparatoire et mobilisation transversale pour répondre à l'AMIG «Territoire 100% inclusif» Expérimentation nationale du plan d'accompagnement global (PAG) : parcours individualisé et sans rupture pour les personnes handicapées. Cahier des charges de formations «autonomie» pour les agents chargés d'accueil. Démarche de simplification en direction et en concertation avec les usagers, afin de faciliter leurs démarches et rendre plus lisibles et compréhensibles les décisions. Ainsi les notifications de droits pour l'allocation adulte handicapé et la reconnaissance de travailleur handicapé ont été entièrement re-écrites lors d'ateliers avec des usagers . Révision du RDAS..	Répondre à l'AMIG «Territoire 100% inclusif» Mise en œuvre de la réponse accompagnée pour tous (RAPT) Poursuite de la simplification des procédures et des écrits administratifs avec les usagers. Mise en œuvre du nouveau formulaire de demande de prestation MDPH	**Au 1er semestre 2018 :** **• 115 usagers par jour reçus à l'accueil PH des pôles territoriaux et des CLIC** **• 1 500 visiteurs par jour sur le site internet de la MDPH** **• 18 PAG mis en œuvre sur des situations très difficiles**
Lutte contre le changement climatique	Anticiper les impacts du changement climatique sur les publics les plus vulnérables	**Objectif du mandat : adapter les logements et établissements au changement climatique - Informer les publics des dispositifs en place pour lutter contre le changement climatique (ex : canicule)** Bilan du plan canicule : du 2 au 7 août 2018, 115 personnes âgées ont bénéficié du plan canicule (1 personne GIR1, 15 personnes GIR2 , 29 personnes GIR3 et 70 pers. GIR 4). 17 services d'aide et d'accompagnement ont fait appel au dispositif.	Améliorer l'information en la déployant au plus près des acteurs locaux	**• 115 personnes âgées accompagnées.** **• 547 heures d'aide à domicile dans le plan canicule août 2018.**
Préservation de la biodiversité	Intégrer les enjeux santé-environnement dans les plans et schémas du Département	**Objectif du mandat : étendre le domaine de formation des professionnels et des usagers** Participation aux réflexions et travaux engagés par l'Agence Régionale de Santé, ARS, dans le cadre des Contrats locaux de Santé sur les territoires girondins Réflexion engagée en 2018 conjointement avec l'ARS dans le cadre de la mise en place de la Plateforme Territoriale d'Appui aux professionnels de santé en Gironde	Mise en place de la Plateforme Territoriale d'Appui aux professionnels de santé et de 9 antennes territoriales (PTS) Poursuite de la participation et de l'animation du Département au sein des CLS	**• 6 Contrats locaux de santé en cours en 2018 (contrats signés ou réllexion engagée en 2018)**
Participation citoyenne	Replacer l'usager en tant qu'acteur de son parcours de vie et de sa prise en charge	**Objectif du mandat : favoriser la participation des usagers aux conseils sociaux de territoires pour faire part de leurs besoins et comprendre les réponses apportées** Rencontres régulières du CDCA et organisation d'une journée de travail «décentralisée». Séminaire du 18 octobre 2018 en présence du Président du Conseil départemental. Deux objectifs visés: « Mieux se connaitre pour mieux travailler ensemble; Comment créer de l'intelligence collective et créer de la valeur ? »	Poursuite du travail mené par le CDCA dans le cadre des missions prévues par la Loi ASV. Poursuite des ateliers usagers	**• 4 séances du CDCA en 2018 en plénière + 1 journée séminaire en octobre**
Gouvernance	Généraliser la concertation et la co-construction des projets avec les personnes concernées	**Objectif du mandat : généraliser les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens** Amélioration de l'information et renforcement de l'assise de la conférence des financeurs via deux appels à initiatives Déploiement des CPOM avec les acteurs de l'aide à domicile et signature d'un CPOM territorial en Sud Gironde (5 opérateurs). Assises de l'aide à domicile en oct. 2018.	Schéma directeur de l'aide à domicile Poursuite des projets sur l'habitat collectif et de l'habitat inclusif Intensification des CPOM	

Quels impacts de la VP 7 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Attribution de prestations d'aide sociale à domicile et en établissement
Attribution de certaines prestations relevant des minima sociaux (ex : AAH)

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Actions de prévention sur la nutrition (dénutrition, malnutrition) dans le cadre de la Conférence des Financeurs

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Actions de prévention sur la santé et le bon vieillissement dans le cadre de la Conférence des Financeurs - Plan d'action des Contrats Locaux de Santé et du Schéma d'organisation sociale et médico-sociale - Missions des CLIC

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT POSITIF

Missions de la MDPH dans le cadre de la scolarisation des enfants en situation de handicap - Missions de la MDPH sur le champ de l'insertion professionnelle - Actions de formation soutenues dans le cadre de la Conférence des financeurs pour les personnes âgées - Actions de formation envers les aidants

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> IMPACT POSITIF

Soutien et développement à certaines associations de femmes dans le cadre de la Conférence des Financeurs
Actions de soutien aux aidants familiaux et aux aides à domicile ou en établissement, très majoritairement féminins [DEFH]

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> PAS D'IMPACT

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

SLIME départemental : veille et priorité à la situation des personnes âgées vivant à domicile, grâce à la mobilisation des réseaux des acteurs sociaux [DTE]

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Politique de soutien du secteur de l'aide à domicile et en institution contribuant à la pérennisation des emplois dans une démarche qualitative et de formation

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT POSITIF

Politique d'innovation en particulier dans le cadre de la Conférence des Financeurs et de la Silver Economie

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT FAIBLE

Actions de la Conférence des Financeurs en soutien aux populations immigrées vieillissantes

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Actions du schéma Autonomie, concourant à l'adaptation du cadre bâti (ergothérapeute, ateliers collectifs...) - Actions du schéma encourageant l'intergénération et le vivre ensemble
Actions favorisant la mobilité (transport adapté, prévention routière...) et la lutte contre l'isolement des personnes

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT NEUTRE

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Etude diagnostic énergétique sur 8 EHPAD
Plan Canicule : en période de canicule, dispositif de surveillance des personnes âgées isolées [DTE]

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT NEUTRE

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT NEUTRE

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Mise en place de plate-forme d'information, téléphonique et numérique sur l'accès aux droits pour les usagers (PSA, accueils physiques sur les territoires)

Place renforcée des usagers dans les dispositifs de simplification administrative (ateliers usagers)

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Démarche partenariale et concertée du suivi du Schéma Autonomie - Soutien aux Contrats Locaux de Santé - Mise en place du CDCA - Missions de la Conférence des Financeurs - Coordination sur les territoires avec l'ensemble des acteurs.

VP8 - Préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières

Commissions :
16. Politique de l'eau et des déchets
17. Infrastructures routières

PRIORITÉS DE MANDAT

- Accompagner les collectivités et acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs missions dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement.
- Intégrer la gestion des risques girondins à l'échelle interdépartementale.
- Conforter la sécurisation des infrastructures départementales et hiérarchiser les usages.

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Développer la culture et la prise en compte multi-dimensionnelle des risques	**Objectif du mandat : intégrer la pratique de l'évaluation des risques dans toutes les compétences du Département et développer la sensibilisation des agents et des territoires à la culture du risque** 1/ Le Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA) réalise les analyses de contrôle sanitaire des eaux de consommation humaine et de loisir. Il développe des audits pour les risques sanitaires en hygiène alimentaire et légionnelles. Création d'une unité chimie et obtention des agréments santé et environnement en juillet 2018. 2/ Développement de la culture du risque vers les agents via intranet : création de l'outil de visualisation cartographique avec le GIP ATGéRI, fiches sur les 10 risques majeurs, sensibilisation via l'intranet. 3/ Déploiement du Plan de Continuité d'Activité (PCA) : formation des agents, création d'une communauté intranet, présentation aux partenaires de la gestion de crise. 4/ Accompagnement des EPCI girondines sur le volet inondation de la GEMAPI (définir et reconnaitre les systèmes d'endiguement)	Poursuite des accompagnements et actions en cours. Mettre en capacité les collectivités en charge de la mise en place du PCA par un transfert de savoir-faire dans le cadre de Gironde ressources	• **Plus de 4 000 points d'eau surveillés en Gironde**
Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir la sécurité des déplacements des Girondines et des Girondins	**Objectif du mandat : résorber les points noirs routiers et améliorer les conditions de sécurité des voies départementales** Engagement des travaux de suppression du passage à niveau 62 à Saint-Macaire (rétablissement de la RD 1113 et giratoire), fin des travaux de réhabilitation du pont Eiffel et inauguration, recalibrage de la RD 18 entre Génissac et Moulon, réhabilitation de la culée rive droite du pont de pierre de Libourne. Mise en service de la voie verte Bazas Captieux.	Terminer les procédures administratives et entamer les travaux de réalisation des déviations du Taillan et de Fargues-Saint-Hilaire. Mettre en service les aménagements de sécurité à l'échangeur de la Prade (A62) et le réaménagement de l'échangeur de Quincarneau à La Teste (RD1250)	• **7,8 % : taux de renouvellement des surfaces de chaussée. Chiffre clé pour assurer la pérennité du patrimoine et assurer la sécurité des usagers.**
Lutte contre le changement climatique	Poursuivre la diminution des émissions de GES	**Objectif du mandat : montrer l'exemple dans la construction sobre des routes** Application du programme d'entretien intégral des routes. Poursuite du suivi des indicateurs de la Convention d'Engagement Volontaire (CEV) des Acteurs de la Conception, Réalisation et Maintenance des Infrastructures Routières. Adoption d'un nouvel indicateur conforme aux orientations de la loi de transition énergétique. Préparation d'un deuxième avenant à la CEV pour préciser et redéfinir les objectifs.	Poursuite de l'expérimentation sur les techniques routières respectueuses de l'environnement. Projet RECYTAL®. Poursuite de la CEV et vulgarisation des techniques utilisées pour la réduction de l'impact carbone des infrastuctures routières	• **64 km de routes revêtues avec des techniques à froid** • **80% de réemploi des matériaux excavés sur chantier** • **100% de recyclage des bétons bitumineux de déconstruction**
Préservation de la biodiversité	Contribuer à la bonne gestion des rejets d'as-sainissement afin de préser-ver la qualité des milieux récepteurs	**Objectif du mandat : développer l'appui aux collectivités pour la bonne gestion des rejets d'assainissement** Suivi fonctionnement : 263 stations d'épuration (STEP) et 70 points de rejet dans le milieu superficiel - Assistance technnique au bon fonctionnement des stations d'épuration pour 130 maîtres d'ouvrage (263 STEP) Formation technique aux personnels des régies sur l'exploitation de filière de traitement des eaux usées ainsi qu'aux personnels des services d'assainissement non collectif.	Développer l'accompagnement des régies Poursuivre le suivi de la qualité des milieux, avec mesures de l'impact des rejets des STEP Améliorer les pratiques d'exploitation et de gestion des STEP et des services d'assainissement non collectif	• **263 STEP** • **350 rapports de visites et de synthèse**
Gouvernance et participation citoyenne	Développer la concertation et l'accessibilité des projets avec les Girondines et les Girondins	**Objectif du mandat : installation d'une gouvernance multipartite de l'eau et de l'aménagement** Bilan des 5 années d'expérimentation de l'Aménag'eau et clôture du projet MAC Eau en décembre 2018. L'ensemble des livrables est disponible sur le site gironde.fr. Les contours d'un comité départemental de l'eau ont été dessinés lors de la plénière de décembre 2017. En juin 2018, la plénière a validé les objectifs de cette nouvelle instance de concertation sur l'eau. Le projet PIC Eau a été lancé en mars 2018, les premières séances de travail ont eu lieu. Engagement volontariste sur les projets du Taillan et le Schéma des déplacements durables Nord Bassin avec appui des garants de la concertation de la CNDP.	Accompagner la réflexion quant à l'exercice des compétences eau, assainissement et gestion des milieux. Contribuer à la mise en œuvre des outils de convergence et de prospective territoriale Continuer les concertations de qualité sur les grands projets d'infrastructures	• **900 000 m³ d'eau économisés via projet Mac Eau** • **20 réunions en lien avec les commissions locales de l'eau (CLE) existantes en Gironde** • **1 000 participants aux réunions publiques sur le Nord Bassin**

Quels impacts de la VP 8 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> PAS D'IMPACT

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Conciliation des usages de l'eau dont agricoles, hydro-économie, Laboratoire Départemental d'analyse (sécurité alimentaire)

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

SATESE (appui aux maîtres d'ouvrage), Laboratoire Départemental d'Analyse (analyse des cantines et de la qualité des eaux)
Résorption des points noirs routiers et création de déviations pour réduire le trafic automobile dans les centres bourgs limitation des impacts négatifs sur la qualité de l'air

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT FAIBLE

Participation à l'éducation (responsabilité des consommations)
Projet MAC Eau (dimension formation et transfert)

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> PAS D'IMPACT

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Politique de gestion qualitative et quantitative des ressources, conseils aux maîtres d'ouvrage, programme d'économie d'eau dans l'habitat et le tertiaire. Traitement des rejets autour des ouvrages d'art
Traitement des rejets et eaux de surface de voiries

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACTS FAIBLE

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF.

Clauses sociales dans les marchés publics =17 747 heures d'insertion dans les marchés de voirie en 2017 (= 24% des heures d'insertion réaliséées par le CD33 dans ses marchés publics).
80% de la commande publique sur la voirie départementale est attribuée à des entreprises girondines

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT POSITIF

Convention d'engagement volontaire + Projet IMPROVMURE : Innovation en Matériaux et PROcédés pour la valorisation du MUlti Recyclage des Enrobés (durabilité des enrobés)
Convention d'engagement volontaire (CEV) et analyse de l'impact carbone des solutions de création de voirie pour chaque appel d'offre

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> PAS D'IMPACT

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Participation à l'entretien du réseau routier maillant le territoire et appui aux mobilités douces
Accès et préservation de la ressource en eau selon la diversité des usages : traitement équitable et homogène de la desserte du territorire départemental

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Promotion des usages et solutions pour économies d'eau, fiabilisation de l'accès à la ressource en eau potable, hydro-économie, gaspillage

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS

Convention d'Engagement Volontaire, application des variantes environnementales dont impact Climat, dans les marchés publics.
Pilotage et suivi (SEVE).
Plan de Continuité d'Activité (PCA)

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> MESURES DE RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS

Développement de solutions alternatives aux sédiments et granulats marins et augmentation du recyclage des chaussées pour réduire la sollicitation et l'extraction de ces ressources

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> MESURES DE RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS,

Prévention de la destruction des milieux, en particulier dans les zones humides, et réalisation de mesures de compensation si besoin
Mesures agro-environnementales

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

En 2018, anniversaire des 60 ans de l'Observatoire des nappes profondes, mise à disposition des données (Open Data), dispositif Aménag'eau et sollicitation volontaire de la CNDP pour garantir la concertation du Schéma de déplacements durables Nord Bassin

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Gouvernance multi-partenariale pour la distribution et l'accès à l'eau, l'assainissement (Intersect'eau, Aménag'eau, InterSPANC) et la voirie pour réduire les impacts environnementaux des travaux (CEV, IMPROVMURE)

VP9 – Politiques de l'insertion

Commissions :
18. Politique du RSA

PRIORITÉS DE MANDAT

- Faire de l'innovation sociale et de l'expérimentation des outils privilégiés de développement de nos politiques d'insertion et de déploiement de nos dispositifs
- Participer à la réduction des inégalités en soutenant particulièrement les territoires où vivent les publics les plus fragilisés
- Organiser la participation des usagers

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Favoriser l'insertion sociale et professionnelle de toutes les Girondines et tous les Girondins	**Objectif du mandat : créer une synergie entre les acteurs du champ de l'insertion et être garant qu'il n'y ait pas de rupture des parcours** Pilotage et construction des conditions d'expérimentation du revenu de base avec 12 autres départements (journée dédiée le 06-06-18). Une campagne de communication grand public « le RSA c'est un droit… de rebondir, de ne pas vivre à l'écart » a été menée en avril 2018. Accompagnement global des demandeurs d'emploi : prolongation d'un an de la convention Conseil départemental/Pôle Emploi 2014-2017. Préparation du renouvellement sur la base d'une évaluation quantitative et qualitative associant les demandeurs d'emploi et les professionnels du CD33 et de Pôle Emploi à la mesure des effets de ce dispositif.	Poursuivre la mobilisation autour de l'expérimentation du revenu de base Evaluation de l'accompagnement global pour développer une action pérenne sur les pôles territoriaux de solidarité	• **17 Départements mobilisés sur l'expérimentation du revenu de base** • **276 nouvelles intégrations et 682 accompagnements au total actifs au 30 juin 2018** • **2 256 demandeurs d'emploi entrés en accompagnement global de 2015 au 3 juillet 2018.**
Cohésion sociale et territoriale	Favoriser l'insertion sociale et professionnelle de toutes les Girondines et tous les Girondins	**Objectif de mandat : une organisation territorialisée** Convention d'orientation et d'accompagnement (novembre 2017) pour renforcer le partenariat entre les acteurs intervenant « de l'instruction à l'accompagnement » dans l'organisation du dispositif RSA (CAF, MSA, Pole emploi, CCAS, PLIE, Mission locale, CD33) et améliorer la prise en charge des personnes. Mise en œuvre d'un Plan d'actions d'insertion décliné sur chaque pôle territorial de solidarité pour améliorer la coopération entre le siège départemental et les équipes territoriales.	Démarche «croisement des savoirs» avec les professionnels et les usagers pour repenser les questions d'accueil, d'accompagnement social et de contractualisation. Révision et évolution des outils de communication en direction des publics et des professionnels.	• **8 signataires, 9 types d'indicateurs identifiés pour suivi de la convention.** • **Une équipe renfort constituée qui a contribué à orienter 3 317 situations en attente vers un référent.**
Épanouissement de tous les êtres humains	Faciliter l'accès de tous à une activité par des actions d'insertion et d'inclusion	**Objectif du mandat : améliorer l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA et en particulier sur des territoires fragilisés inscrits dans le couloir de la pauvreté.** Poursuite de l'accompagnement de la préfiguration des « territoires zéro chômeur de longue durée » (TZCLD) sur la CC de l'Estuaire et la commune de Castillon-la-Bataille. Adhésion du Conseil départemental en 2018 à l'Association Nationale TZCLD Expérimentation « développement des compétences et des carrières », (D2C), en Médoc : mise en relation des besoins des entreprises et des compétences des publics cibles. Mise en place de l'action « Alternatives Entrepreuriales » pour sécuriser les projets professionnels des travailleurs indépendants Soutien, sécurisation et accompagnement des jeunes diplômés allocataires du RSA via le « Lab Emploi » sur l'ensemble du territoire girondin.	Finalisation du portage des candidatures TZCLD du territoire Ajustement du dispositif d'accompagnement des travailleurs indépendants Déploiement de l'expérimentation Edéaccess: accompagnement vers l'emploi des personnes ayant des problématiques de santé psycho-sociales	• **100 accompagnements en 2018 pour l'appel à projet «Alternatives entrepreuneuriales».** • **Appel à projet jeunes diplômés : 101 personnes présentes aux informations collectives et 77 d'entre elles ont adhéré à l'action**
Production et consommation responsables	Garantir l'accès pour tous à une mobilité durable et autonome	**Objectif du mandat : garantir l'efficacité des Plateformes Mobilité pour permettre un maillage territorial** Avec la mise en place sur le Bassin et le Médoc, l'ensemble des territoires de la Gironde est pourvu d'une Plateforme Mobilité portée par trois opérateurs : Wimoov, Alter Ego et Cap Solidaire. Une rencontre inter-Plateformes Mobilité pour initier un travail de coordination des différentes actions infra-départementales.	Harmonisation des pratiques et repérage d'actions innovantes à déployer sur l'ensemble des Plateformes Mobilité Consolider un écosystème des acteurs actuels et à venir de la mobilité	• **2 692 personnes accueillies sur les Plateformes Mobilités depuis 2016**
Participation citoyenne	Généraliser la participation des usagers sur les dispositifs qui les concernent	**Objectif du mandat : approfondir et faciliter la participation des usagers en les impliquant dans la mise en œuvre et l'évolution des dispositifs d'insertion au-delà des obligations légales** Poursuite du déploiement de démarches partipatives dans l'élaboration et la mise en œuvre du dispositif RSA Co-conception d'un nouveau livret d'information à destination des allocataires pour lutter contre le non-recours et favoriser l'accès aux droits des personnes. Groupe de travail sur le vocabulaire de l'insertion (professionnels/allocataires) ayant nourri une campagne de communication sur le RSA.	Intégration des résultats de l'étude avec les allocataires du RSA dans les orientations du prochain PTI et programmation sur 2019 de la mise en œuvre des dernières recommandations. Mise en place d'une démarche de type design de service associant professionnels et allocataires autour de l'objet « contrat d'insertion »	• **Étude : 52 personnes enquêtées + comité de réflexion : 12 allocataires + 3 recommandations immédiatement mises en place** • **20 boîtes du jeu Aquilejob mises à disposition des professionnels**
Gouvernance	Poursuivre la concertation et la coconstruction des projets avec les partenaires et les usagers concernés	**Objectif du mandat : installer une gouvernance pérenne** Lancement d'un marché public d'évaluation de la gouvernance du PTI en janvier 2018 dans le cadre d'une démarche partenariale. Cahier des charges co-construit. Signature avec l'Etat d'une convention d'objectif et de réalisations permettant l'attribution d'un fonds dédié à l'insertion (CAPI)	2019 sera l'année de l'élaboration et de la signature du nouveau PTI Contribution à la définition d'un AMI national sur le repérage et l'accompagnement des «personnes invisibles»	• **13 signataires du Plan Territorial d'Insertion (PTI)**

Quels impacts de la VP 9 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

«Eradiquer la pauvreté n'est pas un espoir, c'est un objectif ». est la première phrase de l'avis du jury citoyen sur le revenu de base (15-02-2017) Accès aux droits fondamentaux et lutte contre l'isolement des personnes en situation de précarité : versement de l'allocation RSA, lutte contre le non-recours.

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT INDIRECT

Orientation et relais vers les actions de prévention en nutrition-santé - Soutien aux structures de l'IAE (maraîchage, transformation et circuits courts)

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Accès au droit à l'accompagnement pour favoriser la continuité du parcours : acquisition des savoirs de base, atelier de remobilisation vers l'emploi, accompagnement au projet professionnel.

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

Accompagnement aux apprentissages professionnalisant par les chantiers formation insertion

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Conciliation vie familiale et vie professionnelle : travail Rive droite sur les gardes d'enfant et les trajets professionnels : connexion modes de garde et référents territoriaux d'insertion.
Soutien aux actions spécifiques d'accès aux droits des femmes. [DEFH]

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT NON MESURÉ

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

SLIME départemental : veille et priorité à la situation des personnes âgées vivant à domicile, grâce à la mobilisation des réseau des acteurs sociaux [DTE] Orientation et relais vers les actions d'accompagnement à la gestion économique, sociale et familiale. Soutien aux mobilités douces et apprentissage des déplacements à vélo.

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Action D2C et soutien aux Territories Zero Chomeurs de Longue Durée sur le territoire

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT NON MESURÉ

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

«Le revenu de base pourrait être un même vêtement d'égalité pour toutes et pour tous» - Avis du jury citoyen sur le Revenu de Base (15-02-2017). Participation aux OpenDays et contacts avec des pays du monde entier autour de la préfiguration de l'expérimentation.du revenu de base

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT INDIRECT

Plateformes Mobilité sur tout le territoire

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Soutien aux structures de l'IAE (maraîchage, économie circulaire, circuits courts, mobilité)

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT NON MESURÉ

Plan Canicule : en période de canicule, dispositif de surveillance des personnes âgées isolées [DTE]

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT NON MESURÉ

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT NON MESURÉ

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Politique de participation citoyenne – Coconception des dispositifs avec les usagers de la politique d'insertion - Accès aux droits fondamentaux et lutte contre l'isolement des personnes en situation de précarité - Accès au droit à l'accompagnement pour favoriser la continuité du parcours Accès au juste droit et lutte contre le non recours.

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Evaluation de la convention d'accompagnement global avec Pôle Emploi. Favoriser la gouvernance ascendante (émanation des publics : ex : organisation des conditions partenariales du test du jeu Aquilejob créé par des demandeurs d'emploi). Gouvernance inter-départementale de l'expérimentation du revenu de base.

VP10 - Politique éducative et sociale, collèges

Commissions :
11. Développement social et Modes d'accueil
12. Habitat et logement

PRIORITÉS DE MANDAT

- Favoriser le développement de la politique éducative et sociale.
- Consolider le Plan stratégique collèges.
- Etablir un partenariat contractualisé avec les établissements.

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Garantir un accès équitable et solidaire pour tous à l'éducation	**Objectif du mandat : mener une démarche prospective pour penser les collèges dans 30 ans en mettant au coeur le bien-être des élèves** Nouveau programme technique fonctionnel voté en avril 2018 et application à l'ensemble des opérations du Plan Collèges Ambition 2024. Mise à jour de l'étude démographique confirmant l'augmentation d'effectifs en précisant son ampleur et son périmètre géographique. Implantation géographique des extensions ajustée en conséquence. Lancement des opérations du Plan Collèges pour 2018. Réalisation de la moitié des travaux identifiés au plan sanitaire et préparation de la campagne 2019. Réflexion globale sur les usages de ces locaux et l'appropriation du sujet par les élèves et les équipes pédagogiques : préparation d'une communication par les élèves du CDJ, collaboration avec une universitaire.	Phase maîtrise d'œuvre pour la plupart des opérations du Plan Collèges. Implantations de bâtiments provisoires pour accueillir les élèves dans de bonnes conditions dans l'attente des livraisons prévues de 2021 à 2024. Mise en œuvre globale du plan sanitaire	• **9 700 nouveaux élèves à accueillir d'ici 2024** • **5 opérations de réhabilitation et 8 construction lancées** • **Travaux de remise à niveau des sanitaires réalisés dans 14 collèges**
Épanouissement de tous les êtres humains	Favoriser le bien-être, la citoyenneté et le savoir vivre ensemble au collège	**Objectif du mandat : aller vers une logique de massification de l'usage du numérique au service de la pédagogie et de l'apprentissage et favoriser l'épanouissement de tous les personnels des collèges** Validation du référentiel numérique, communication et application à l'ensemble des opérations du Plan Collèges Ambition 2024. Mise à niveau des réseaux «voix données images» effective dans les 105 collèges. Début du déploiement progressif de la reprise des systèmes d'information des collèges et d'une assistance téléphonique au profit des collèges. Passage de quelques collèges à un débit de 50 mégas.	Etude de contrôle et d'anticipation sur la qualité des réseaux en rapport aux nouveaux usages numériques. Test puis généralisation d'un Groupe Fermé d'Utilisateurs permettant le raccordement de tous les sites départementaux, dont les collèges, à très haut débit.	• **98% des collèges à un débit > 20 Mbps** • **37% collèges à un débit de 50 Mbps (dont 4 >100 Mbps)**
Lutte contre le changement climatique	Promouvoir une démarche de qualité dans la gestion de l'énergie	**Objectif du mandat : poursuivre et améliorer la performance énergétique des collèges, notamment par le renouvellement du contrat fluides des collèges et la mise en place d'un Contrat de Performance Energétique à l'échelle des 105 collèges** Prise en compte au titre de l'investissement et dans les opérations de maintenance lourde, de réhabilitaion et de construction des attendus de la feuille de route départementale relative à la transition énergétique. Production de la première saison de chauffe par les nouveaux exploitants. Phase de prise en charge des installations terminée et documents contractuels en cours d'intégration sur l'application deltaconso ; Formations à deltaconso terminées, une centaine de personnes formées au 1er semestre 2018 ; 45 collèges vont faire l'objet de travaux d'optimisation, d'opérations de sensibilisation ou d'analyse de leurs consommations électriques ; le Copil énergie s'est réuni 5 fois au cours de cette première année.	Le collège de Soulac va être équipé d'une chaudière biomasse (100 tonnes de CO2 évitées chaque année. Certification ISO 50 001 du système de management énergétique de la direction des collèges.	• **- 5% de consommation de gaz** • **- 2% des consommations d'électricité** **L'électricité consommée par les établissements est 100% issue d'énergie renouvelable (18 Gwh)**
Préservation de la biodiversité	Susciter des pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement	**Objectif du mandat : intensifier le recours à des produits issus de l'agriculture biologique pour la restauration au sein des collèges** Le Département est lauréat de l'appel à projets ADEME «1 000 école contre le gaspillage alimentaire», une subvention de 100 000€ est attribuée pour participer au financement de la plate-forme informatique. Opération expérimentale sur 3 territoires (23 collèges / 14 000 repas jour), visant à introduire des produits locaux au service de restauration. Lancement de la phase opérationnelle du 15 mai au 30 juin 2018 : un peu plus d'une tonne de produits commandés sur la période.	Accompagnement de 20 collèges pour la labellisaion «Etablissement Bio Engagé», et construction d'un challenge des cuisiniers. Consultation pour la fourniture de pain bio aux collèges. Déploiement du menu alternatif végétarien, publication d'un guide de bonnes pratiques. Finalisation de l'écriture du Plan de Maîtrise Nutritionnel.	• **3 collèges labellisés «établissement bio engagé» : St Médard F.Mauriac, Bordeaux St André et Audenge**
Production et consommation responsables	Conduire une politique de restauration homogène, responsable et locale	**Objectif du mandat : généralisation et application de la Charte de la restauration** Achat et déploiement de la solution logicielle «plateforme informatique» Ideolys. 400 personnes formées au 1er semestre 2018. Mise en œuvre de l'outil à la rentrée 2018 dans la quasi-totalité des collèges. Désignation d'un assistant à maîtrise d'ouvrage pour effectuer les choix techniques préalables à la mise à disposition dans tous les établissements d'un système de comptage et de contrôle d'accès au self, qui permettra de mieux gérer les quantités produites.	Désignation d'un AMO pour la définition de critères de performance en matière de restauration et l'écriture d'un contrat de performance restauration à attribuer à un mainteneur spécialisé des installations de cuisine.	• **103/105 collèges ont signé la charte de la restauration et adhéré au groupement départemental**
Gouvernance et participation citoyenne	Piloter la concertation pour chaque projet engagé	**Objectif du mandat : refonte de la gouvernance pour aller vers des contractualisations multipartites et coconstruites** Signature de 53 nouveaux COT. Poursuite des dialogues financiers.	Mise en ligne d'une plateforme collaborative pour les stages de 3e. Evaluation des 82 COT signés	• **800 projets éducatifs accompagnés ou financés**

Quels impacts de la VP 10 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

L'éducation est un levier pour la lutte contre la pauvreté

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

85% des collégiennes et des collégiens en Gironde demi-pensionnaires, Bio et circuits courts dans les cantines, lutte contre le gaspillage alimentaire

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Bien être des collégiennes et des collégiens, agents et personnels au cœur du Plan Collèges et de la politique de restauration

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

Dispositifs d'aide sociale et appels à projet

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Appel à projet collèges (thème égalité filles-garçons questionné pour chaque projet) [DEFH]

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Bail vert dans les collèges contrat de coresponsabilité incluant les économies d'eau, récupération des eaux pluviales...

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Référentiel bâtiment durable, Deltaconso, contrat de fluides, bail vert, expérimentations énergies renouvelables - Signature du nouveau partenariat de Performance énergétique pour les 105 collèges, avec objectifs ambitieux de baisse des émissions de GES [DTE]

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT FAIBLE

Application de la clause sociale pour favoriser l'emploi des personnes en insertion dans le bâtiment

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT FAIBLE

Critères de développement durable dans les marchés de construction et d'entretien soutien à l'innovation des entreprises

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT NON MESURÉ

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Favoriser une répartition équilibrée des collèges. Des collèges ouverts sur les territoires : mutualisations qui participent à la vie des territoires.

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Bail vert, construction durable et charte de restauration...
Plan Collèges 2024 qui promeut et favorise les mobilités douces

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Systèmes d'aération et de rafraîchissement des collèges, actions en matière de santé environnementale
Lancement d'un programme de construction de 12 collèges et de 10 réhabilitations, alignés sur le référentiel Energie Positive - Carbone restreint [DTE]

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT NON MESURÉ

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS

Inscription architecturale qui intègre les critères environnementaux de l'implantation

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

L'éducation est un facteur d'avènement de sociétés pacifiques

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Conventions d'objectifs tripartites, dialogues financiers, charte de la restauration, observatoire démographique...

VP11 - Mobilités

Commissions :
20. Mobilités

PRIORITÉS DE MANDAT

- Encourager les mobilités douces pour les trajets domicile-travail et scolaires
- Assurer la continuité d'un service public de transport favorisant la solidarité territoriale
- Encourager le covoiturage

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Equilibrer l'offre de mobilité sur tout le territoire	**Objectif du mandat : développer les mobilités douces sur tout le territoire** Acquisition d'un système de questionnaires numériques à bord des ferrys de la DTMD pour mieux connaître et comprendre les besoins des usagers. Elaboration d'un guide pour les collectivités locales en matière de développement cyclable Mise en service de la piste cyclable Langon-Saint Macaire	Exploitation des données et évolution des questionnements pour des données encore plus fines.	• **3 tablettes sondages installées en juin 2018**
Épanouissement de tous les êtres humains	Lutter contre l'isolement et permettre la mobilité pour toutes et tous	**Objectif du mandat : assurer une offre de transports adaptée à toutes les Girondines et tous les Girondins** Lancement d'une réflexion avec les usagers sur la grille tarifaire applicable aux Transports Maritimes Départementaux, et notamment approfondissement des différentes options pour désenclaver le Médoc. En lien avec les politiques insertion, déploiement sur tout le territoire de Plateformes Mobilité portées par trois opérateurs : Wimoov, Alter Ego et Cap Solidaire. Poursuite du lobbying auprès de la Région pour le développement du transport de proximité	Mettre en œuvre une politique tarifaire adaptée aux besoins tout en préservant l'équilibre financier. Harmonisation des pratiques et repérage d'actions innovantes à déployer sur l'ensemble des plateformes mobilité en lien avec les politiques insertion.	• **2 réunions avec les usagers pour la révision des grilles tarifaires des transports maritimes** • **2 692 personnes accueillies sur les Plateformes Mobilités depuis 2016**
Lutte contre le changement climatique	Permettre le développement de l'intermodalité grâce à une meilleure connexion des différents moyens de transport	**Objectif du mandat : permettre le développement de l'intermodalité grâce à une meilleure connexion des différents moyens de transport** Poursuite du développement d'aires de covoiturage et d'actions en faveur de cette pratique en renforçant les connexions et accès par modes de déplacement doux. Inauguration de la 100e aire de covoiturage lors de la semaine de la mobilité 2018. Accompagnement de la création du syndicat mixte des mobilités en Nouvelle-Aquitaine pour la mise en œuvre de nouvelles offres de mobilités durables et davantage de coordination et d'intermodalité. Renforcement de l'axe mobilité du Plan Collèges 2024 pour que chaque établissement soit équipé d'un réseau permettant le report modal des collégiennes et des collégiens. Lancement d'actions dans le cadre du manifeste mobilité de l'interscot. Promotion de l'usage des ferrys pour les transports type semi-lourd ou lourd en se rapprochant des entreprises du secteur. Amélioration de la chaîne de tri des déchets.	Poursuite du déploiement des aires de covoiturage et de leurs connexions intermodales douces. Lancement opérationnel de projets de voies dédiées pour les bus et le covoiturage sur des axes clés domicile-travail reliés à la métropole. Lobbying auprès de l'Etat pour une expérimentation d'une voie dédiée sur l'A10 entre l'aire de St André-de-Cubzac et la Métropole Lancement d'une étude pour un rattrapage des capacités de report modal des collégiennes et des collégiens sur les collèges existants Amélioration du tri sélectif sur la ligne Le Verdon-Royan	• **400 places de covoiturage seront créées en 2018 et s'ajouteront aux 1 800 places déjà existantes** • **Le nombre de cyclistes fréquentant les pistes cyclables a augmenté de 2% entre 2016 et 2017** • **Financement d'une collecte des éléments recyclables (tri jaune) pour le ferry de Blaye.**
Production et consommation responsables	Créer les conditions du changement de comportement vers des mobilités douces	**Objectif du mandat : promouvoir les mobilités douces et encourager l'exemplarité interne** Mise en œuvre des premières actions du Plan Départemental Vélo (communication, équipements d'arceaux à vélo)	Poursuite du déploiement d'actions en faveur de la pratique du vélo. Lobbying auprès des communautés de communes autour de la Métrople pour qu'elles s'emparent des itinéraires vélos du quotidien et expérimentation	• **3 communautés de communes retenues pour l'expérimentation des itinéraires vélo su quotidien.**
Gouvernance et Participation citoyenne	Engager un dialogue avec les partenaires locaux pour tous les projets	**Objectif du mandat : intégrer la question des mobilités dans les Pactes territoriaux** Concertation publique sur le projet de déplacements durables du Nord Bassin (PDDNB) avec un engagement volontariste et une mobilisation des garants de la concertatin de la CNDP, commission nationale du débat public	Poursuite du dialogue territorial autour des mobilités	• **Les réunions de concertation publique pour le PDDNB ont réuni plus de 1 000 participants**

Quels impacts de la VP 11 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Favoriser la mobilité des personnes en insertion et en situation de fragilité

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT NON MESURÉ

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

La pratique du vélo à tous les âges est également une pratique sportive qui améliore la santé et le bien-être. Cette pratique du vélo doit pouvoir devenir réflexe chez les jeunes (collèges)

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT NON MESURÉ

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT INDIRECT

Accès à la mobilité pour toutes et tous [DEFH]

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT NON MESURÉ

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Plan départemental du co-voiturage et plan départemental des déplacements à vélo : au plus proche des Girondines et des Girondins pour maîtriser l'impact climatique et social de la mobilité - Etude de faisabilité pour l'implantation de stations GNV [DTE]

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Le développement de la pratique cyclable et du covoiturage s'accompagne de nouvelles activités. Le vélo-tourisme génère également de l'emploi. Plateformes territoriales de la mobilité en lien avec les services sociaux

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT FAIBLE

Développement des couvertures des aires d'attente des ferry en panneaux photovoltaïques + aire de St André-de-Cubzac

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> PAS D'IMPACT

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Entretien du réseau départemental des pistes cyclables et développement de trajets et de zones sécurisés en zone urbaine pour desservir les services publics et éducatifs

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Propositions d'alternatives pour le changement des comportements en matière de mobilité

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Les alternatives à la voiture solo génèrent la baisse des émissions de GES

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT NON MESURÉ

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT NON MESURÉ

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT INDIRECT

Les solutions de mobilités permettent d'accéder aux services publics sur le territoire

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Travail concerté avec les acteurs associatifs et institutionnels : schéma des coopérations intercommunales, coordination départementale du développement des itinéraires cyclables et du covoiturage

VP12 - Citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques

Commissions :
21. Relations avec les usagers et accès numérique

PRIORITÉS DE MANDAT

- Renforcer notre politique en faveur de la citoyenneté
- Accélérer notre transition numérique

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Assurer une information utile et largement accessible S'engager contre la fracture numérique	**Objectif du mandat : bonne compréhension et perception par les Girondines et les Girondins des compétences et domaine d'intervention du Département.** Câbler 205 000 foyers (hors Métropole et Libournais) en fibre optique et haut débit. Cet objectif, fixé en 2015, est réévalué en 2018 à 410 000 foyers Enquête de perception des Girondines et des Girondins. Campagne de communication départementale sur le RSA du 28 mars au 10 avril pour déstigmatiser les allocataires du revenu de solidarité active. Depuis le 25 janvier 2018 , la seconde phase du plan Gironde Haut Méga est lancée. Un serveur d'éligibilité accessible via girondehautmega.fr a été installé pour permettre à chacun de connaître le calendrier appliqué à son adresse. Le plan d'urgence de l'opticalisation des NRAZO saturés se termine : il reste encore 3 communes pour lesquelles la migration est en cours. Mise en place d'une campagne sur le RSA	Poursuite sur 6 ans de la seconde phase pour la construction d'une équité territoriale en offrant le Très Haut Débit (THD) pour toutes les Girondines et tous les Girondins, particuliers et entreprises Couvrir à terme 100 % des foyers concernés (hors Métropole et Libourne) grâce à un réseau de desserte de 28 800 km au total et 9 375 km² équipés Objectif de 100 réunions publiques et visites de chantier d'ici fin 2019	• **Couverture des 410 000 foyers situés hors Métropole grâce à un réseau de desserte de 28 800 km au total sur 6 ans** • **1 224 chantiers à lancer sur l'ensemble du territoire**
Épanouissement de tous les êtres humains	Conforter l'accès aux droits par la communication concourant à une meilleure lisibilité des services du Département	**Objectif du mandat : permettre aux usagers de s'identifier et se décomplexer vis-à-vis des services du Département et développer le réseau et son utilisation par les usagers** Le 14 juin, les 8 Maisons départementales de la solidarité et de l'insertion (MDSI) de Bordeaux ont organisé une journée portes ouvertes, l'occasion de faire mieux connaître leurs métiers et les services proposés aux Girondines et Girondins. Organisation d'une Conférence des Territoires le 28 mai 2018 «Construire une politique des solidarités numériques plus accessible, inclusive et humaine». Instauration d'un parcours des Assises des Solidarités Numériques en soutenant des projets portés par des associations sur le territoire. Sensibilisation des collégiennes et collégiens au travers d'une commission du Conseil départemental des jeunes avec réalisation d'un projet spécifique : 3 vidéos permettant de mieux maîtriser Internet et les traces laissées. Campagne de communication valorisant les politiques du Département et leurs bénéfices pour les habitants	Organisation des Assises des Solidarités Numériques les 5 et 6 décembre 2018. Co-construction avec tous les acteurs de l'écosystème girondin des solidarités numériques des projets visant l'autonomie de nos publics et un égal accès au droit. Mise en place des actions incrites dans le Schéma Départemental des Solidarités Numériques selon le planning 2018-2021	• **180 participants à la conférences Territoires le 28 mai 2018 « Construire une politique des solidarités numériques plus accessible, inclusive et humaine».** • **Part de l'illectronisme : 25% (France)**
Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'inclusion numérique de tous	**Objectif de mandat : améliorer l'accueil des usagers pour une meilleure effectivité de leur accès aux droits** Rédaction du Schéma Départemental des Solidarités Numériques qui sera présenté lors du BP2019. Poursuite du projet de Gestion de la Relation Usagers par la mise en place d'une gestion des contacts dans les accueils de la Collectivité et du Pôle Autonomie, et d'un catalogue de service à déployer dans les Pôles Territoriaux. En interne, mise en place d'une organisation d'assistance aux agents sur le territoire. Accompagnement des agents à l'utilisation de leur environnement numérique de travail : une quinzaine de journées d'accompagnement pour le secteur social et d'autres journées planifiées au second semestre pour les centres routiers	Poursuite du projet Gestion de la Relation Usagers. Amélioration de l'accueil des usagers. Conception d'un espace citoyen sur le portail Gironde lui permettant à terme de déposer ses demandes en ligne et d'obtenir une vision consolidée de ses demandes. Définition de l'offre de service SI pour les MSAP, hébergées par le Département ou par d'autres collectivités locales.	• **Nombre d'appels reçus Plateforme Accueil téléphonique centrale : 117 362** • **Taux de réponse : 87.20 %** • **Taux de rappel : 8.91 %**
Production et consommation responsable	Poursuivre l'utilisation de papier recyclé et organiser le recyclage des déchets numériques	**Objectif du mandat : mettre en place un marché de récupération et de recyclage des déchets numériques** Récupération et recyclage de l'intégralité des déchets numériques	Poursuite de la récupération et recyclage de l'intégralité des déchets numériques Renforcement de la communication notamment auprès des collèges sur cette offre de service	• **100 % de récupération et recyclage des déchets numériques**
Gouvernance et participation citoyenne	Associer les citoyens à la politique de communication Travailler avec les territoires en faveur du développement numérique	**Objectif du mandat : déploiement du haut débit en lien étroit avec les communautés de communes et les territoires.** 80 réunions de concertation entre Gironde Numérique et les CDC et l'agglomération sur l'aménagement numérique du territoire pour définir les priorités de déploiement du très haut débit. En 2018, dans le cadre des pactes territoriaux, trois territoires ont ouvert un chantier numérique : Bordeaux, les Graves et les Portes du Médoc. Ils visent à impulser la création de communauté d'acteurs pour favoriser la mise en réseau, le partage de pratiques en vue de la création de nouveaux partenariats et initiatives.	Poursuite du dialogue avec les élus locaux pour le déploiement de la fibre	• **80 réunions avec les élus locaux via Gironde numérique**

Quels impacts de la VP 12 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Lutte contre la fracture numérique : e-inclusion et investissement sur les infrastructures pour renforcer l'accès au numérique à toutes et tous partout sur le territoire

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT FAIBLE

Exemplarité des pots et buffets organisés par le Département

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Evaluation de expérimentation sur le dispositif de e-assistance pour l'autonomie des personnes agées et renforcement du lien social numérique

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT POSITIF

Ecoles numériques : modernisation des équipements numériques des écoles (Gironde numérique)
Reprise et modernisation du SI des collèges - Projet «numérique pour tous» avec les collégiennes et collégiens de classes de SEGPA - Acquisition de matériels modernes type imprimante 3D pour une éducaton de qualité
Bus numérique pour les séniors

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> IMPACT POSITIF

Installation de la parité via des binômes filles garçons élus pour siéger au Conseil départemental des Jeunes.
Matinales et cérémonie publique de signature de la Charte europénne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale en septembre 2018.

Veille à la représentation équitable des femmes et des hommes dans les publications du Département.

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Tableaux de bord du SID sur l'eau partagés avec les communes et syndicats et capteurs pour éviter le gaspillage - Mac'eau

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

GTC collecte de données et mesure de la consommation énergétique, capteurs à dispsition des communes pour suivre et gérer les consommations électriques [DTE]

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

500 emplois pour la construction du réseau. Plan Haut Méga pour amener sur le territoire le très haut débit pour les entreprises (impact direct sur l'emploi)

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT POSITIF

Reprise et modernisation de l'infrastructure des collèges dans les datacenter du Département. Plan Haut Méga (anticipation évolution réseaux)

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT À MESURER

Coopération avec le Burkina Faso : construction du système d'information, plan de sauvegarde, accompagnement

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Valoriser les pépites du territoire (film « Ici et maintenant. La Gironde s'invente » sorti en 2018 + kit d'animation pour débat et diffusion des initiatives de transition) ; évolution de Gironde Mag et film sur Haut méga

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Filières de récupération et de recyclage de la totalité des déchets électroniques
Labellisation Imprim'Vert de l'imprimerie départementale (moins de déchets, moins de déchets toxiques, analyse en cycle de vie des fournitures)
Renforcer l'éco-responsabilité des objets promotionnels

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT À MESURER

Outils numériques développés pour les plans de continuité des risques majeurs

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT NON MESURÉ

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT À MESURER

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Lisibilité de l'action publique départementale (communication externe), Comité transversal sur l'amélioration de l'accueil multi-canal (physique, téléphone, numérique...), Projet «identité numérique» pour simplifier et sécuriser l'e-administration

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Gironde Numérique ; conférence des financeurs

VP13 - Promotion de la santé et protection de l'enfance

Commissions :
22. Politique de la promotion de la santé et protection de l'enfance

PRIORITÉS DE MANDAT

- Prévenir les situations de placement, assurer la protection des enfants confiés au Président du Département et accompagner les jeunes majeurs vers leur autonomie
- Promouvoir la santé et réduire les inégalités d'accès aux services de prévention et de soins

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Garantir un accueil adapté aux projets de l'enfant	**Objectif du mandat : limiter les ruptures de parcours des enfants** Présentation du Schéma départemental de la protection de l'enfance et de la famille au vote de la Commission Permanente d'octobre 2018	Mise en œuvre du schéma. Candidat retenu pour la création du premier village d'enfants de Gironde	**1 Schéma départemental de la protection de l'enfance et de la famille**
Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'accès pour tous à l'information en matière de santé et aux traitements	**Objectif du mandat : 100% des collégiennes et des collégiens reçoivent une information sur la vie sexuelle et affective** Evolution des actions d'information vers une approche globale de la santé sexuelle avec une préoccupation constante d'offrir un service de qualité.w Des protocoles de coopération ont été mis en place pour aller vers les publics les plus éloignées des prises en charge et les publics les plus vulnérables	Déploiement d'une offre de prévention en santé sexuelle en rural notamment sur Arès, Bazas avec proposition d'IVG médicamenteuse sur Castillon. Poursuite du déploiement des actions hors les murs sur les lieux de rassemblement des jeunes: journée des collégiennes et des collégiens, portes ouvertes ou forums des établissements scolaires, journée du sidaction.	**13 500 consultations réalisées, près de 9 000 personnes rencontrées, 90 femmes prises en charge pour une IVG médicamenteuse.**
Épanouissement de tous les êtres humains	Favoriser la Co-construction des projets éducatifs avec les personnes concernées	**Objectif du mandat : mise en place et installation de la gouvernance autour du Projet pour l'enfant, PPE.** Lancement d'un comité de pilotage partenarial.	Mise en place du Conseil départemental des jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance	
Préservation de la biodiversité	Intégrer les enjeux santé-environnement dans les milieux de vie	**Objectif du mandat : intégrer la santé-environnement dans la formation des professionnels et des usagers** Mobilisation des professionnels de santé et de la petite enfance par l'usage des outils d'appui à l'information sur les questions de santé environnementale. Contribution et articulation avec les Contrats Locaux de Santé	Poursuivre la sensibilisation et l'information sur cette question par les sujets émergents en santé environnementale (ex des pesticides.)	**Plus de 1 000 professionnels sensibilisés et formés en santé-environnementale en Gironde**
Production et consommation responsables	Développer les groupes de paroles soutien à la parentalité sur tous les secteurs des PMI	**Objectif du mandat : soutenir les groupes de paroles « actions collectives soutien à la parentalité »** Accompagnement personnalisé des futurs parents et des parents à l'arrivée d'un enfant dans une démarche d'écoute bienveillante et une approche globale de la santé et notamment les déterminants psycho-sociaux. Une attention est portée aux situations les plus vulnérables et notamment les femmes isolées. Actions collectives en MDSI de soutien à la parentalité	Evolution des groupes d'actions collectives vers une démarche plus participative. Construction d'un réseau d'acteurs territoriaux pour diversifier les propositions de soutien à la parentalité (proposition de massage, de randonnées en poussettes…)	**100 % des professionnels de la périnatalité mobilisés sur des actions collectives de soutien à la parentalité**
Gouvernance et participation citoyenne	Inclure les usagers dans l'élaboration des innovations territoriales	**Objectif du mandat : élaboration et mise en œuvre du Schéma départemental d'accessibilité aux services et intégration dans les Pactes territoriaux** Participation des agents de la diretion de la promotion de la santé dans les différentes instances de concertation citoyenne à la prise en compte de l'évolution des besoins en santé sur un territoire. Mise en place d'une instance de coordination interne pour accompagner chaque projet de Maisons de Santé Pluri-professionnelles (MSP) et les chantiers territoriaux dans le cadre des «pactes territoriaux» Gironde 2033	Plan départemental de santé	**11 MSP et 1 maison départementale de santé en Gironde**

Quels impacts de la VP 13 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Politique de prévention éducative, d'actions de promotion de la santé et accompagnement PMI

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT FAIBLE

Conseils nutrition santé individualisés et collectifs dans le cadre des actions de promotion de la santé

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Actions départementales de promotion de la santé : sorties collectives «poussettes», mutuelle de village, Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMPS), etc.

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

Actions d'éducation de santé sexuelle effectuées dans 90% des collèges du territoire
Mise en œuvre et soutien aux actions via les centres de planification et le planning familial.

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Journée « Les stéréotypes filles-garçons dans le monde de la petite enfance » [DEFH]

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> PAS D'IMPACT

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> PAS D'IMPACT

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Accélération de l'accompagnement à la formation des jeunes de l'ASE : mise en place d'actions spécifiques, parrainage, ...
Reconnaissance et appui à la professionalisation du métier d'assistant familial

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> PAS D'IMPACT

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Accueil renforcé des jeunes mineurs non accompagnés.
Travail avec les pays de départ: réalisation coopérative d'un documentaire sur les parcours migratoires des jeunes accompagnés dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT NEUTRE

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT NON MESURÉ

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Accueil en urgence des réfugiés climatiques mineurs et non accompagnés
Formation à la santé environnementale des agents de la PMI, dans le cadre du plan régional santé environnement, avec le soutien de l'Agence Régionale de Santé

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> PAS D'IMPACT

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> PAS D'IMPACT

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Finalité de la politique de protection de l'enfance et de la famille

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Co-construction du Schéma de la protection de l'enfance et de la famille avec l'ensemble des partenaires publics, associatifs et privés.

VP14 - Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social

Commissions :
23. Ressources humaines
24. Modernisation des moyens et des services

PRIORITÉS DE MANDAT

- Engager un dialogue social de qualité au travers d'un agenda social multi-thématique sur 3 ans : politiques de l'emploi, salariale et promotionnelle,GPEC, mobilité interne, protection sociale complémentaire et amélioration des conditions de vie au travail…
- Accompagner l'évolution des services en tenant compte des nouvelles approches territoriales etlégislatives afin de promouvoir un service public départemental de qualité

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Favoriser l'échange, le transfert et le partage de compé-tences	**Objectif du mandat : identifier les fonctions tutorales dans tous les services du Département** Développement des actions en faveur de l'insertion professionnelle : services civiques et contrats d'apprentissage Déploiement du projet parcours de professionnalisation pour l'accès au métier de responsable de circonciption L'analyse des pratiques des professionnels médico-sociaux Mise en place d'innovations en matière de formation alliant le « PRÉSENTIEL» et le « DISTANCIEL ». On parle alors de formations « MIXTES » de formations, digitalisées (classe virtuelle, Mooc, serious game, mobile learning…)	Développer et réactiver le Tutorat métier manager et l'intégration dans la mise en place du RIFSEEP Affûter le design des solutions d'apprentissage Utiliser la force des communautés internes	• **39 tuteurs** • **39 contrats d'apprentissage en cours dont 22 recrutés en 2018**
Épanouissement de tous les êtres humains	Développer la démarche Santé et qualité de vie au travail (SQVT)	**Objectif du mandat : intégrer dans chaque projet de services une réflexion SQVT** Diagnostics croisés santé et qualité de vie au travail, SQVT, avec l'Agence Régionale de Sante, ARS, et Semaine internationale de la francophonie en octobre 2018	Mise en œuvre de la nouvelle organisation de la DRH avec domaine relation agents ; Relation directions et territoires Renforcer les délégations de décision à l'échelle des territoires pour plus de réactivité	• **12 réunions avec l'Agence Régionale de Santé**
Lutte contre le changement climatique	Poursuivre la sensi-bilisation - action des agents à la réduction des gaz à effet de serre (GES)	**Objectif du mandat : élaborer et mettre en œuvre un plan de sensibilisation des agents au bon usage des bâtiments** Poursuite du développement du travail sur sites délocalisés et tiers lieux Opération Petite Laine Réactivation du Plan de déplacement des agents (déplacement domicile-travail et professionnel)	Poursuite du développement du travail sur site délocalisés et tiers lieux Mise en place de la prime vélo Mises en œuvre des actions opérationnelles du plan de déplacement des agents	**413 en 2018** **+39% par rapport à 2017**
Préservation de la biodiversité	Conforter la démarche saine d'entretien des locaux	**Objectif du mandat : généraliser le nettoyage sain et écologique des locaux entretenus par le Département** Objectif Zéro produit phytosanitaire Formation des agents aux risques liés à l'utilisation et au stockage des produits d'entretien	Poursuivre les formations des agents d'entretien	• **40 agents formés en 2018 soit 5% des agents d'entretien**
Production et consommation responsables	Renforcer la responsabi-lité sociale et environ-nementale de chaque agent	**Objectif du mandat : décliner les engagements de responsabilité sociétale dans les projets de services** Mise en place d'un chantier avec la Région Nouvelle-Aquitaine, l'AFNOR et l'État afin de faire évoluer le référentiel d'évaluation de la responsabilité sociétale en intégrant les cibles mondiales de l'Agenda 2030.	Evaluation indépendante de la responsabilité sociétale de l'organisation avec recotation selon le référentiel AFAQ 26 000 Collectivité. Intégration des préconisations dans les projets de service.	• **La note de gouvernance interne de l'évaluation AFAQ 26 000 = 49/100 (= mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes concernées et indicateurs d'efficacité)**
Gouvernance et participation citoyenne	Renforcer le dialogue social	**Objectif du mandat : mettre en place un agenda social pour planifier les échanges et construire les évolutions en matière de ressources humaines.** Amélioration de la qualité de vie au travail (4 rencontres) Protection Sociale Complémentaire (augmentation participation au 1er janvier 2018) Organisation de la mobilité (CT du 12-04-2018) Refonte du régime indemnitaire (4 rencontres) Signature d'un protocole d'accord sur le travail social	Un suivi particulier du travail social et des moyens associés sur les territoires de la solidarité. Evolution du Régime Indemnitaire Réorganisation de la DRH et mise en place d'un secrétariat général en charge du Dialogue Social auprès de la directrice des ressources humaines	• **Augmentation du nombre d'instances : 7 CT ; 8 CHSCT ; 12 CAP + réunions préparatoires**

Quels impacts de la VP 14 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Déprécarisation et attention privilégiée sur les agents de catégorie C et «travailleurs pauvres» du Département. Mise en place du RIFSEEP (2,6 millions d'euros)

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT FAIBLE

Restaurant interadministratif, réflexion sur la restauration des agents hors site de Mériadeck

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

SQVT : évolution et adaptation des postes et rythmes de travail / vieillissement des agents.
Développement d'un partenariat avec le CNFPT

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT POSITIF

Plan de formation des agents, développer nos propres produits de formation : MOOCS et Tutoriels

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Délégation égalité Femmes-Hommes, signature de la Charte européenne de l'égalité
Animation d'un groupe de référents internes
Rédaction d'un rapport annuel de situation

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> PAS D'IMPACT

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> PAS D'IMPACT

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Attention continue portée sur les conditions de travail et priorité ATTEE Collèges

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> PAS D'IMPACT

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Réduction des inégalités de rémunération par la mise en place du RIFSEEP

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Conceptualisation des nouveaux lieux d'accueil en concertation avec les occupants et les usagers

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Actions santé-environnement et maîtrise des fournitures + critères de développement durable dans les marchés publics + plan de mobilités douces

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT FAIBLE

Adaptation des horaires de travail en cas de fortes températures (en particulier pour les agents en charge des infrastructures)

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT À MESURER

Voir critères commandes du Restaurant Inter Administratif / pêche durable

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT NEUTRE

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Agenda social, mise en transparence des informations et des données, mission de médiation. Chantier de simplification administrative et de la qualité de l'accueil.

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT NEUTRE

Qualifier mieux les échanges avec notamment CNFPT et CDG. Améliorer les pratiques et les commissions d'échanges.
Des projets inter-institutionnels qui pourraient être développés dans #LaBase : développer les mobilités professionnelles inter-institutionnelles + télétravail, simplification administrative

VP15 - Patrimoine départemental

Commissions :
22. Politique de la promotion de la santé et protection de l'enfance

PRIORITÉS DE MANDAT

- Rationnaliser le Patrimoine Départemental
- Actualiser le partenariat avec l'Etat
- Améliorer l'existant et le nouveau patrimoine dans une optique de Développement Durable

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENCE	FAIT EN 2018	PREVU POUR 2019	REPÈRES
Épanouissement de tous les êtres humains	Développer l'évaluation du bien-être au travail sur le volet patrimonial	**Objectif du mandat : évaluer le bien-être dans les bâtiments du Département** Le Plan Stratégique Patrimonial a été validé et présenté en Conférence des Vice-Présidents. L'expérimentation sur le Pôle de Lormont a été menée jusqu'à son terme: les agents ont pu intégrer les locaux dans de bonnes conditions (qualité de l'air correcte) - Afin de faire profiter les autres collectivités de cette expérience et de développer un outil de prise en compte de la Qualité de l'air dans les nouvelles constructions, le Département a passé une convention «recherche et développement» avec le CEREMA et l'ADEME.	La convention vise à rendre publique l'expérimentation aux autres collectivités. Mise au point de la méthodologie 2 bâtiments test: le pôle de Langon et laTour Aquitaine. Étude commencée par le Cerema sur le pôle de Langon.	• **1 évaluation des sites dans le cadre du Plan Stratégique Patrimonial pour proposer une stratégie batimentaire.**
Lutte contre le changement climatique	Réduire l'impact climatique du patrimoine	**Objectif du mandat : réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au déplacement des agents** Les véhicules affectés à titre personnel ont été restitués et mis en commun dans le pool départemental. Le projet «plan de déplacements professionnels» pour une meilleure adéquation des moyens sera lancé à l'automne 2018.	Mise en œuvre du projet «plan de déplacements professionnels» en s'appuyant sur les outils Gremlins, géolocalisation, paiement des Indemnités Kilométriques...	• **10 véhicules électriques et 10 bornes de recharge sont en cours de déploiement,** • **Prévu : 10 de plus en 2019 et encore 10 en 2020**
Lutte contre le changement climatique	Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au fonction-nement des bâtiments	**Objectif du mandat : réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au fonctionnement des bâtiments.** Marché de maintenance avec intéressement sur la gestion des installations thermiques. Gaz : -30% par rapport au tarif réglementé 2014 (début du 1er marché) Amélioration du contrôle des consommations, logiciel de connexion directe aux données des installations (indépendant des prestataires)	Maintien de la vigilance auprès des prestataires Renouvellement du marché de maintenance en 2019	• **Baisse - 7% €/ kwh consommé sur l'électricité et - 14% sur le gaz**
Préservation de la biodiversité	Poursuivre l'intégration des enjeux d'économie d'eau au sein des bâtiments	**Objectif du mandat : maîtriser les consommations d'eau dans les bâtiments** Cuves de récupération d'eau installées sur les MDSI d'Ambarès et du Bouscat. Des problèmes de maintenance ont donné lieu à des travaux d'améliorations à la MDSI d'Ambarès. S'ils sont concluants la même chose sera faite au Bouscat. Etude de détection des fuites (partages des données des capteurs de la SAUR)	En plus des améliorations au Bouscat et à Ambarès, le bureau d'études AKVO étudie la possibilité d'améliorer l'immeuble Gironde et de récupérer les eaux des groupes froids l'été.	• **900m³ d'eau pluviales récupérées en 2017, soit 40% de la consommation des toilettes.**
Production et consommation responsables	Renforcer la pertinence des choix patrimoniaux en termes de développe-ment durable et affiner les critères de la commande publique en conséquence	**Objectif du mandat : mutualiser et optimiser les marchés publics départementaux pour une consommation responsable** Contractualisation avec le CEREMA sur une convention de communication sur la qualité de l'air dans 2 bâtiments tests pour faires évoluer la règlementation (évolution des cahiers des charges)	Contractualisation CEREMA : première phase sur la conception des bâtiments	• **2 bâtiments tests pour l'augmentation des performances en matière de qualité de l'air**
Gouvernance et Participation citoyenne	Généraliser la concertation avec les acteurs concernés durant toutes les phases du projet	**Objectif du mandat : organiser des concertations entre les usagers / agents / entreprises / services pour que chacun prenne sa place sur les opérations structurantes** Livraison du Pôle de Lormont, travaillé en partenariat avec les usagers et l'ensemble des arties prenantes.	Concertations pour le pôle territorial de solidarité de Langon.	• **Très faible taux de réclamation des occupants et usagers du pôle territorial de solidarité de Lormont**

Quels impacts de la VP 15 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> PAS D'IMPACT

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT FAIBLE

Jardin alimentaire partagé sur la dalle de Mériadeck et sur la MDSI d'Eysines. Envisager des espaces cultivés sur les toïts ou abords des bâtiments départementaux. Achat en 2018 d'une zone gélée pour production maraîchère.

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Ménager les conditions du bien être des agents des usagers. Travail sur la qualité de l'air intérieur et pédagogie sur les usages. Réappropriation du bâtiment Gironde Egalité

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> PAS D'IMPACT

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> PAS D'IMPACT

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Récupération des eaux pluviales (pôle territorial de solidarité de Lormont et Gironde Egalité en 2018) et travail avec la SAUR pour la mutualisation des données permettant la détection des fuites (SID).

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Alimentation de tous les bâtiments départementaux en électricité verte et maîtrise des consommations [DTE]

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT INDIRECT

Critères sociaux et écologiques dans la commande publique. 9 952 heures d'insertion sur les marchés du patrimoine en 2017 (soit 14% des heures d'insertion réalisées sur les marchés du CD33)

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT FAIBLE

Dresser le bilan de l'expérimentation QRad

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> PAS D'IMPACT

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Présence des bâtiments départementaux sur le territoire en accompagnement des schémas directeurs des politiques départementales

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Réduction des consommations d'énergie - recours aux énergies renouvelables -utilisation eau de pluie

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Réduction les consommations d'énergie - recours aux énergies renouvelables-utilisation eaux de pluie - quasi suppression de la climatisation dans les bâtiments neufs -Test de rafraîchissement adiabatique (évaporation d'eau de pluie récupérée) sur le pôle territorial de solidarité de Lormont

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT NON MESURÉ

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT NON MESURÉ

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT FAIBLE

Bâtiments départementaux et agents présents sur le territoire au plus près de tous les habitants

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT FAIBLE

Organisation concertée pour l'implantation de tout nouveau bâtiment

Département de la Gironde - Dircom - novembre 2018 - CID - Imprim'Vert®

gironde.fr/agenda21

ENGAGÉ RSO MODÈLE AFAQ 26000 Confirmé ★★ AFNOR CERTIFICATION

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Gironde LE DÉPARTEMENT